

# Sommaire

---

Remerciements .....	i
Résumé .....	ii
Sommaire .....	iii
Table des illustrations .....	iv
Liste des sigles et abréviations .....	vi
INTRODUCTION.....	1
Première Partie : DEMARCHE ET ETUDE PRELIMINAIRE .....	8
Chapitre I : Démarche : recherche documentaire, travaux sur terrains, traitements et analyse des données .....	9
Chapitre II : Synthèse des études bibliographiques sur l'éducation à Madagascar .....	21
Chapitre III : Contexte du milieu éducatif dans la Région Anosy .....	31
Conclusion.....	37
Deuxième Partie : RESULTATS DES TRAVAUX DE RECHERCHE .....	38
Chapitre IV : Le PCDE : une planification incluant plusieurs acteurs.....	39
Chapitre V : Une multitude de moyens pour l'amélioration de la communication autour du PCDE .....	48
Chapitre VI : Diverses mises à contribution pour le PCDE .....	55
Conclusion.....	63
DISCUSSION ET CONCLUSION .....	64
Source et bibliographie.....	69
Table des matières .....	72

# Table des illustrations

---

## Liste des croquis

1 : Zone d'étude .....	4
2 : Densité de population.....	33
3 : Acteurs non étatiques par Commune .....	41
4 : Moyens de communication les plus utilisés par la population .....	54
5 : Activités réalisées dans le cadre du PCD.....	59

## Liste des figures

1 : Les acteurs étatiques concernés par le PCDE .....	39
2 : La Recherche – Action : un modèle d'activités technique de l'équipe ZIVA .....	44
3 : Répartition du budget de l'Equipe ZIVA .....	45

## Liste des photos

1 : Taolagnaro, une ville littorale à l'extrême Sud Est de Madagascar .....	3
2 : Photo de classe dans la Commune Rurale laboakoho .....	20
3 : Un ratio élève – salle encore élevé .....	34
4 : Atelier de restitution des produits de Recherche Action avec les acteurs à Taolagnaro .....	46
5 : Une case de projection de vidéo .....	50
6 : Un panneau d'affichage .....	52
7 : Une route et un hall d'information rénovés récemment à Taolagnaro grâce à l'appui du programme PIC .....	60

## Liste des tableaux

1 : Calendrier de travail : Juin 08 – Juin 09.....	6
2 : Catégorie de personnes enquêtées .....	12
3 : Comparaison des PCDE des Communes Rurales d'Ifarantsa, de Mahatalaky, et d'laboakoho.....	27
4 : Etat des lieux de l'éducation dans les Communes Rurales d'Ifarantsa, de Mahatalaky et d'laboakoho pour l'Année scolaire 2007 – 2008.....	35
5 : Les acteurs au niveau des écoles .....	40
6 : Les moyens de communications existants par Commune .....	48
7 : Types d'activités à réaliser par Commune dans le cadre du PCDE .....	55
8 : Scénarii d'aménagement de l'éducation.....	66

## Liste des fiches questionnaires

1 : Sur la Commune Rurale .....	13
2 : Sur l'équipe Ziva .....	15
3 : Membres des FRAM .....	16

*Rapport-gratuit.com*   
LE NUMERO 1 MONDIAL DU MÉMOIRES

## Liste des sigles et abréviations

---

3 P :	Partenariat Public Privé
ACORDS :	Action pour la Communauté et Organisations Rurales dans le Sud
AGR :	Activités Génératrices de Revenus
ASOS :	Action Santé et Organisation de Secours
BIT MRL HIMO	Bureau International de Travail avec Microréalisation Locale à Haute Intensité de Main d'œuvre
BRP :	Banque de Ressources Pédagogiques
CCD :	Comité Communal de Développement
CCE :	Comité Communal Educatif
CEG :	Collège d'Enseignement Général
CIP/BM :	Centre d'Information Public/Banque Mondiale
CISCO :	Circonscription SCOLAIRE
CSB :	Centre de Santé de Base
CTD :	Collectivités Territoriales Décentralisées
CVE :	Comité Villageois de l'Education
DEA :	Diplôme d'Etudes Approfondies
DREN :	Direction Régionale de l'Education Nationale
EAM :	Entreprendre à Madagascar
EF :	Enseignement Fondamental
EPP :	Ecole Primaire Publique
EPP/PADR :	Equipe Permanente de Pilotage du Plan d'Action pour le Développement Rural
EPT :	Education Pour Tous
EPV :	Ecole Primaire Privée
EQPT :	Education de Qualité Pour Tous
ES :	Enseignement Supérieur
FCDE :	Fonds Communal de Développement de l'Education
FFOM :	Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces
FID :	Fonds d'Intervention pour le Développement
FRAM :	Fikambanan'ny Ray Aman-drenin'ny Mpianatra
FTM :	Foiben-Taontsaritanin'i Madagasikara
FTP :	Formation Technique et Professionnelle
ICRA :	Centre International pour la Recherche Agricole orientée vers le Développement
IPPTE :	Initiative aux Pays Pauvres Très Endettées
IRD :	Institut de Recherche pour le Développement

MAEP :	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche
MBS :	Malagasy Broadcasting System
MDAT :	Ministère de la Décentralisation et de l'Aménagement du Territoire
MEEFT :	Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts et du Tourisme
MENRS :	Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique
MFR :	Maisons Familiales Rurales
NTIC :	Nouvelle Technologie de l'Information et de la Communication
OMD :	Objectif du Millénaire pour le Développement
ONE :	Office National de l'Environnement
ONG :	Organisation Non Gouvernementale
ONN :	Office National de Nutrition
OPCI :	Organisme Public de Coopération Inter-Communale
PCD :	Plan Communal de Développement
PCDE :	Plan Communal de Développement de l'Education
PEV :	Plan Educatif Villageois
PIB :	Produit Intérieur Brut
PIC :	Pôle Intégré de Croissance
PLE :	Planification Locale de l'Education
PN2D :	Politique Nationale de Décentralisation et de Déconcentration
PNAE :	Plan d'action National de l'Education
PNUD :	Programme des Nations Unies pour le Développement
PRD :	Plan Régional de Développement
PSDR :	Programme de Soutien pour le Développement Rural
PTDE :	Plan Triennal de Développement de l'Education
PTF :	Partenaires Techniques et Financiers (PTF)
QMM :	Qit Minerals Madagascar
RAD :	Recherche Action pour le Développement
RGPH :	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
SIG :	Système d'Information Géographique
SMS :	Short Message System
UFRAM :	Union des FRAM
UGP-FORMGED :	Unité de Gestion du Programme de FORMation en Appui à la GEstion des Interventions de Développement
UNESCO :	Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture
WWF :	World Wildlife Fund
ZAP :	Zone d'Animation Pédagogique

# **INTRODUCTION**

« Atteindre l'éducation primaire universelle pour tous les enfants jusqu'en 2015 »<sup>1</sup>, ce deuxième Objectif du Millénaire pour le Développement (OMD) nous montre que l'éducation constitue une préoccupation mondiale. Elle intéresse intégralement toute la population et joue actuellement un rôle important en raison d'une démographie généralement galopante.

Madagascar connaît depuis ces 25 dernières années un doublement de sa population, aussi de nouvelles générations ont-elles de plus en plus besoin d'éducation. C'est pourquoi, le Gouvernement à travers le Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique (MENRS) met en place en 2003 un Plan d'action National de l'Education (PNAE).

L'Association Aide et Action<sup>2</sup> initie depuis 2004 le Plan Communal de Développement de l'Education (PCDE), qui est une feuille de route de la Commune en matière d'éducation pour mettre en œuvre le PNAE à l'échelle communale. Le PCDE se trouve en annexe du Plan Communal de Développement (PCD).

En 2008, le constat montre que ce plan n'est toujours pas mis en pratique. Peu de moyens sont engagés pour contribuer à sa mise en œuvre. D'où notre problématique de recherche : **comment améliorer la mise en œuvre des Plans Communaux de Développement de l'Education ?**

Pour répondre à cette problématique, trois axes de recherche sont dégagés : d'abord, comment mobiliser les acteurs qui interviennent dans le domaine de l'éducation ? Ensuite, comment mieux faire connaître le PCDE par la population ? Et enfin, comment en assurer les moyens de mise en œuvre ?

Chaque axe de recherche suscite d'autres questions. Ce sont : combien d'acteurs de développement interviennent dans la Commune et qui sont-ils ? Lesquels d'entre eux interviennent directement dans le secteur éducation ? Quels sont les moyens de communication existants dans la Commune ? Lesquels de ces moyens sont les plus utilisés par la population ? Quels sont les moyens nécessaires pour la mise en œuvre du PCDE ? Lesquels existent déjà et lesquels font encore défaut dans la Commune ?

La zone d'étude concerne l'extrême Sud Est de Madagascar, Région Anosy, District de Taolagnaro, les Communes Rurales d'Ifarantsa : 24° 55' Lat S et 46° 51' Long E, Mahatalaky : 24° 48' Lat S et 47° 6' Long E, et laboakoho 24° 36' Lat S et 47° 13 Long E.

---

<sup>1</sup> Sinclair (M), 2003

<sup>2</sup> Créée en 1981, agit et milite pour le droit à l'éducation, et intervient dans trois continents : l'Afrique, l'Asie et l'Amérique. (Aide et Action, 2007)

Taolagnaro le Chef lieu du District et de la Région Anosy (Photo 1) se trouve à plus de 1 000 km d'Antananarivo, la capitale de Madagascar et à plus de 350 km de Toliara, l'ancien chef lieu de Province. Ifarantsa, Mahatalaky, et laboakoho se trouvent respectivement à 22km, 38km et 60km au Nord de Taolagnaro, sur la Route Nationale 12 (RN12) reliant Irondro, Manakara, Farafangana, et Taolagnaro (Croquis 1).

Photo 1 : Taolagnaro, une ville littorale à l'extrême Sud Est de Madagascar



*Cliché : Auteur, Septembre 2008*

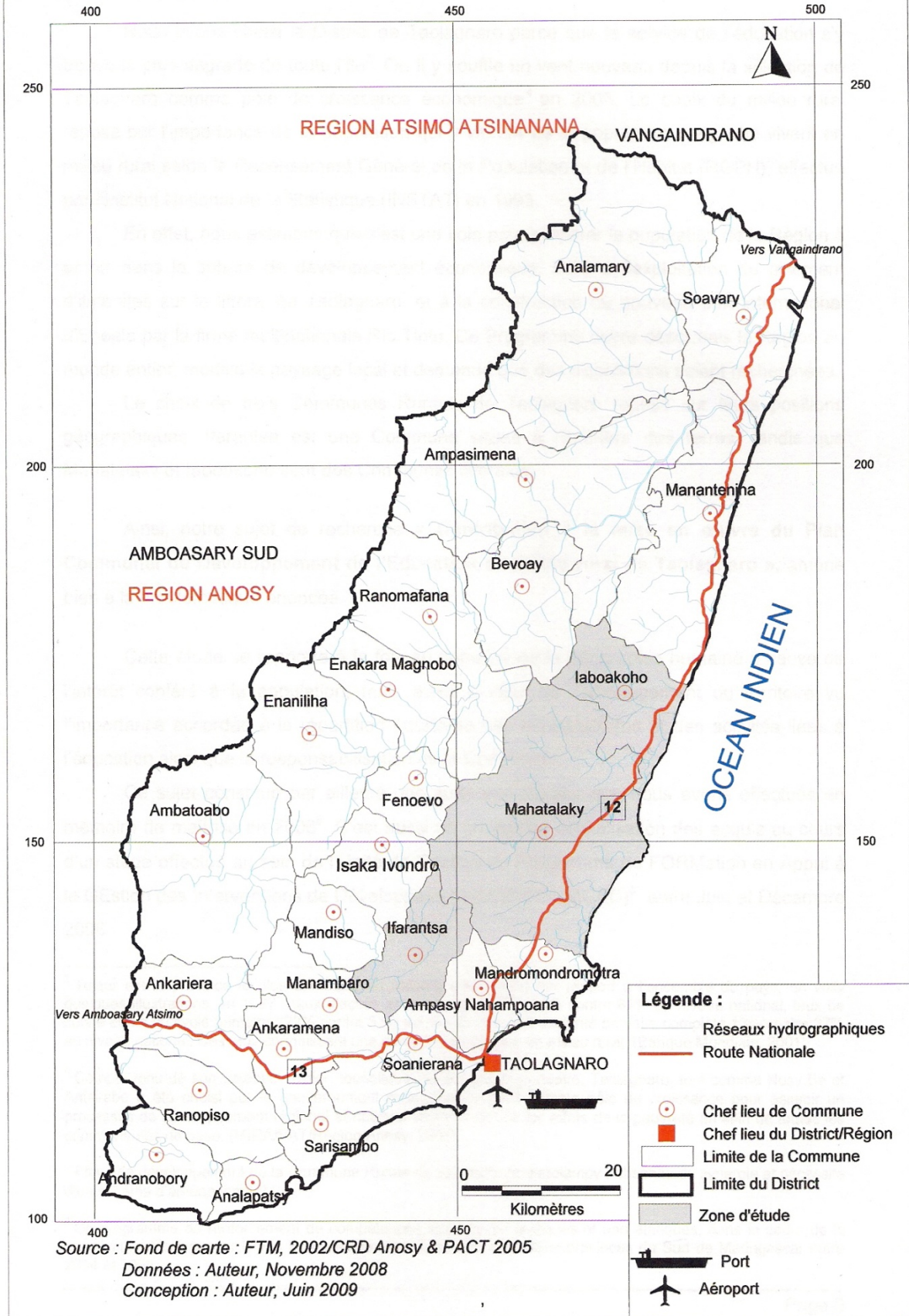
Ifarantsa est délimitée au Nord par la Commune Rurale de Mahatalaky, au Sud par celles de Manambaro et de Soanierana, à l'Ouest par celles de Mandiso et d'Isaka Ivondro et à l'Est par celle d'Ampasy Nahampoana.

Mahatalaky est circonscrite au Nord par les Communes Rurales de Bevoay et d'laboakoho, au Sud par celles d'Ifarantsa, d'Ampasy Nahampoana et de Mandromondrotra, à l'Ouest par celles d'Isaka Ivondro, de Fenoevo, d'Enakara Magnobo, et de Ranomafana, et à l'Est par l'Océan Indien.

laboakoho est cernée au Nord par les Commune Rurales d'Ampasimena et de Manantenina, au Sud par celle de Mahatalaky, à l'Ouest par celle de Bevoay et à l'Est par l'Océan Indien (Croquis 1).



Croquis 1 : Zone d'étude



Nous avons choisi le District de Taolagnaro parce que le service de l'éducation s'y trouve le plus dégradé de toute l'île<sup>3</sup>. Or, il y souffle un vent nouveau depuis la sélection de Taolagnaro comme pôle de croissance économique<sup>4</sup> en 2003. Le choix du milieu rural repose sur l'importance de la population qui y vit. 3/4 de la population malgache vivent en milieu rural selon le Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH), effectué par l'Institut National de la Statistique (INSTAT) en 1993.

En effet, nous estimons que c'est une voie pour préparer la population de la Région à entrer dans la sphère de développement économique, suite à l'exploitation du gisement d'ilménites sur le littoral de Taolagnaro, et à la construction du nouveau port international d'Ehoala par la firme multinationale Rio Tinto. Ce Programme ouvre désormais la Région au monde entier, modifie le paysage local et demande que des dispositions soient recherchées.

Le choix de trois Communes Rurales de Taolagnaro repose sur leurs positions géographiques. Ifarantsa est une Commune située à l'intérieur des terres, tandis que Mahatalaky et laboakoho sont des Communes littorales.

Ainsi, notre sujet de recherche « **Contribution à la mise en œuvre du Plan Communal de Développement de l'Education, cas de Taolagnaro** », amène bien à la problématique énoncée.

Cette étude se rapporte à la fois au domaine de la géographie humaine à cause de l'intérêt conféré à la population, mais aussi à celui de l'aménagement du territoire vu l'importance accordée à la répartition équilibrée des infrastructures et des activités liées à l'éducation ainsi que la responsabilisation de la Commune.

Ce sujet constitue par ailleurs une suite aux travaux que nous avons effectués en mémoire de maîtrise en 2006<sup>5</sup>. C'est aussi un produit de capitalisation des acquis au cours d'un stage effectué au sein de l'Unité de Gestion du Programme de FORMation en Appui à la GEstion des Interventions de Développement (UGP-FORMGED)<sup>6</sup>, entre Juin et Décembre 2008.

---

<sup>3</sup> Tuléar est la province la plus en retard en matière d'éducation par rapport à l'ensemble du pays, en voici quelques illustrations, en 1997 : taux d'accès en classe de 11<sup>ème</sup> : 58% contre 81% au niveau national, taux de survie en fin du cycle primaire : 22% contre 33% au niveau national, scolarité primaire complète 13% contre 27% au niveau national. Ces taux connaissent une certaine dégradation en milieu rural. (Banque Mondiale, 2001)

<sup>4</sup> Compte tenu de son potentiel minier, touristique, halieutique et portuaire, Taolagnaro, tout comme Nosy Be et Antsirabe a été choisi par le gouvernement malgache en 2003 comme pôle de croissance pour asseoir un processus de développement régional et national visant à réduire les effets de la pauvreté au sein de toutes les communautés de base, (MIRA/PAT/Région Anosy, 2005).

<sup>5</sup> Plans de développement de la Commune Rurale de Morarano Ambatolampy : absence de synergie et nécessité d'un schéma d'aménagement

<sup>6</sup> Un programme de renforcement de compétences des acteurs étatiques et non étatiques, dans le cadre de la coopération Madagascar Union Européenne intervenant dans les deux provinces du Sud de Madagascar entre 2004 et 2008

La présente recherche a deux objectifs généraux. Il s'agit d'améliorer l'accès de la population malgache à l'éducation, et appuyer la Commune dans la mise en œuvre de la Politique Nationale de la Décentralisation et de la Déconcentration de l'Etat (PN2D).

Le travail porte sur 12 mois comme il est indiqué au Tableau 1. L'étude préliminaire comprend une recherche bibliographique effectuée dans plusieurs centres de documentation de la capitale, ainsi que par voie internet, Elle inclut aussi la réalisation des entretiens avec les personnes ressources à Antananarivo.

Tableau 1 : Calendrier de travail : Juin 08 – Juin 09

Mois Activités	J	J	A	S	O	N	D	J	F	M	A	M	J
	1- Etude préliminaire	X	X	X									
2- Travaux de terrain				X		X							
3- Dépouillement							X						
4- Traitement et Analyse de données											X	X	X
5- Recherche de données complémentaires								X	X	X			
6- Rédaction													X

*Conception : Auteur, Mai 2009*

Les travaux de terrain s'effectuent en deux étapes. Il s'agit d'abord d'explorer sur place les documents non consultables à Antananarivo, et établir un premier contact avec les personnes ressources locales, au mois de Septembre 2008. Il s'agit ensuite de réaliser les travaux d'enquêtes, pendant le mois de Novembre 2008.

Le dépouillement des données se déroule au mois de Décembre 2008. Une recherche de données complémentaires est faite entre Janvier et Mars 2009. Le traitement et l'analyse de données sont conduits entre Avril et Juin 2009. La rédaction du mémoire commence au mois de Juin 2009 (Tableau 1).

Deux difficultés principales sont rencontrées lors de la réalisation de cette étude. Les données ont été collectées en Novembre 2008. Or, novembre se prêtait mal à cela car d'une part, les paysans sont en plein travaux de champs, et d'autre part les organismes en pleine finalisation des activités inscrites aux programmes de travail annuels, les enquêtes furent limitées.

L'acquisition de données complémentaires, le traitement et l'analyse des données ont coïncidé avec la crise politique, sociale et économique vécue au pays depuis le mois de janvier 2009. Ce qui a ralenti voire entravé pendant un certain temps la réalisation de ce travail de recherche.

Ce mémoire comprend deux parties. La première partie présente la démarche et l'étude préliminaire, tandis que la deuxième expose les résultats des travaux de recherche.

**Première Partie :**  
**DEMARCHE**  
**ET ETUDE PRELIMINARE**

# **Chapitre I : Démarche : recherche documentaire, travaux sur terrain, traitement et analyse des données**

---

Cette première comprend trois chapitres, dont une présentation de la démarche, celle de la revue de la littérature, et celle du contexte milieu éducatif dans la zone d'étude.

Abordons, ainsi le premier chapitre qui se compose de trois sous chapitres : la recherche documentaire, les travaux sur terrain, ainsi que le traitement et l'analyse des données.

## **1 Recherche documentaire dans les centres de documentation, sur internet et sur CD-ROM interactif**

Ce travail consiste à rassembler toutes les informations disponibles autour du thème et de la problématique de recherche. Il s'agit de la recherche d'informations dans les centres de documentation, sur internet, et sur CD-ROM interactif.

Dans les centres de documentation, nous avons commencé par définir les mots clés : Education, Plan Communal de Développement de l'Education (PCDE), milieu rural, Taolagnaro. Nous avons ensuite identifiés les centres de documentation susceptibles de disposer des informations nécessaires. Après quoi, nous avons entamés la consultation des fichiers et la lecture de documents sélectionnés. Une fiche de lecture est élaborée pour chaque ouvrage consulté. Ces fiches sont classées suivant les mots clés.

Les ouvrages sur le thème Education sont consultés dans le Centre de documentation du Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique (MENRS) et au Centre d'Information Public de la Banque Mondiale (CIP/BM) : Education et formation à Madagascar, vers une politique nouvelle pour la croissance économique et la réduction de la pauvreté, un résumé des principaux défis (Banque Mondiale, 2001) et Plan Education Pour Tous, Situation en 2005, Actualisation des objectifs et stratégies (MENRS, 2005). Les documents sur la Commune et la Planification Locale sont exploités à la Bibliothèque Nationale, au Ministère de la Décentralisation et de l'Aménagement du Territoire (MDAT) et au CIP/BM : Les Communes à Madagascar, Guides d'initiation active au développement (Comte, 1967) et Décentralisation à Madagascar (Banque Mondiale, 2004). Les ouvrages sur la Recherche – Action sont consultés à l'ex Centre de documentation de l'UGP/FORMGED et du Centre International pour la Recherche Agricole orientée vers le

Développement (ICRA) : Rapport de Recherche – Action sur la Planification Locale de l'Éducation (Equipe ZIVA, 2008) et Politique intégrée de formation des formateurs, Ministère de la Population, de la Protection Sociale et des Loisirs, Direction de l'Alphabétisation et de la Promotion des Initiatives Communautaires (MPPSL/DAPIC, 2006).

Les informations qui se rapportent à la zone d'étude sont collectées aux centres de documentation du Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, Unité de Politique du Développement Rural (MAEP/UPDR) et de Equipe Permanente de Pilotage du Plan d'Action pour le Développement Rural, Système d'Information Rurale et de Sécurité Alimentaire (EPP PADR/SIRSA) : Monographie de la Région Anosy, (MAEP/UPDR, 2003) et Fiche structurelle communale, (EPP PADR/SIRSA, 2005). Les documents relatifs à la recherche scientifique sont trouvés à la Bibliothèque de la Géographie de l'Université d'Antananarivo et à l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) : L'éducation en milieu rural : « cas de la Commune Rurale d'Anjeva Gara » (Randimbisoa B, 2007) et La place des Maisons Familiales Rurales dans le développement économique de Madagascar (Randrianantenaina M, 2009).

Certains documents sont consultables uniquement sur place : PCDE de la Commune Rurale d'Ifarantsa (Commune Rurale d'Ifarantsa, 2007), PCDE de la Commune Rurale de Mahatalaky (Commune Rurale de Mahatalaky, 2007), PCDE de la Commune Rurale d'laboakoho (Commune Rurale d'laboakoho, 2007). La technique de recherche reste semblable à celle effectuée précédemment à Antananarivo mais c'est le lieu d'exploration qui est rapporté au niveau du Chef lieu de la Région et du District, voire même au niveau des Chefs lieux des Communes.

Deux types d'informations sont recueillis pendant cette période. D'une part, la Monographie détaillée et les PCDE des trois Communes d'étude, retrouvés au niveau de l'Antenne Aide et Action Anosy ; d'autre part l'état des lieux de l'Éducation dans la Région Anosy qui est collecté au Service Statistique de la Direction Régionale de l'Éducation Nationale (DREN) Anosy.

Ces documents nous donnent des renseignements pratiques permettant de définir la conduite des enquêtes. Les données physiques, humaines, économiques, en infrastructures et organisationnelles sont principalement les informations tirées de ces documents.

Compte tenu du développement de la Nouvelle Technologie de l'Information et de la Communication (NTIC), nous avons aussi procédé à la recherche et à la consultation de

documents sur internet. Partant des mêmes mots clés<sup>7</sup>, nous sommes entré dans le moteur de recherche Google. Après la sélection de fichiers, nous avons procédé au téléchargement, à l'impression et à la lecture de documents.

Pour le thème Education, nous avons consulté les sites web <http://www.unesco.org> de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO), <http://www.snu.mg/new> du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et celui de <http://www.aide-et-action.org> d'Aide et Action. Pour le thème Planification Locale, et Recherche – Action, nous avons respectivement visité les sites web <http://www.civicus.org> de Civicus et <http://fr.wikipédia.org> de wikipédia.

Pour les ouvrages en relation avec notre zone d'étude, nous avons visité le site web <http://www.anosy.gov.mg> de la Région Anosy, ainsi que le <http://www.pnae.mg> de l'Office National de l'Environnement (ONE). Les documents se rapportant à la recherche scientifique ont été obtenus à partir de la comparaison de deux sites web. Il s'agit du <http://www.univ-toama.mg> de l'Université de Toamasina et celui <http://www.univ.rennes2> de l'Université de Rennes 2 Haute Bretagne.

Nous avons aussi consulté la Banque de Ressources Pédagogiques (BRP) qui est un CD-ROM interactif produit par l'UGP/FORMGED et l'ICRA en novembre 2008. Cette BRP contient 800 documents destinés à faciliter les interventions des acteurs de développement.

La consultation de ce CD-ROM est semblable à la recherche de documents en ligne mais elle ne nécessite pas une connexion internet. Nous nous sommes inspiré de cette BRP sur les thèmes planification, et collecte de données : La planification stratégique du développement local (Gayard E, 2008) et Démarche et concepts de base de la recherche (ICRA, 2008).

Ces trois sources de recherche bibliographique sont complémentaires. L'exploration dans les bibliothèques permet d'accéder aux anciens documents et non publiés en ligne. Tandis que la recherche de documents sur internet et sur CD-ROM interactif permet de consulter en un minimum de temps une grande diversité d'ouvrages parus dans le monde entier.

---

<sup>7</sup> Ibidem p 9



## 2 Les travaux sur terrain : enquêtes et observations

Ces travaux sont nécessaires afin de fournir des réponses aux questions de recherche préétablies et de confirmer ou d'infirmer les hypothèses de recherche. Ces travaux sont : l'enquête préliminaire, l'enquête et l'observation sur terrain.

Les enquêtes préliminaires ont permis un premier contact avec les personnes ressources locales. Une liste de personnes à contacter est établie suivant les informations obtenues, ainsi que des rendez-vous et entretien.

La DREN et Aide et Action Anosy sont choisies comme structures ressources locales au niveau du Chef lieu du District et de la Région. Les Maires, les présidents de Conseillers Communaux, les Chefs de Zone d'Animation Pédagogique (ZAP), les membres de « Fikambanan'ny Ray Aman-drenin'ny Mpianatra » (FRAM) ou Association des Parents d'élèves et de l'équipe Ziva comptent parmi les personnes rencontrées au niveau de chaque Commune.

L'établissement de la liste de personnes à enquêter, la connaissance des aspects logistiques comme le déplacement sur terrain, l'hébergement, la connaissance des us et coutumes, la recherche de guide, sont les résultats de ces enquêtes préliminaires.

Au total, nous avons enquêté vingt personnes (Tableau 2), choisies suivant leurs fonctions dans le domaine de l'éducation, et suivant le genre.

Tableau 2 : Catégorie de personnes enquêtées

Commune Catégorie	Ifarantsa		Mahatalaky		laboakoho		Total	
	<i>H</i>	<i>F</i>	<i>H</i>	<i>F</i>	<i>H</i>	<i>F</i>	<i>H</i>	<i>F</i>
Genre								
Maire	1		1		1		3	
Président Conseil Communal	1		1		1		3	
Chef ZAP	1		1		1		3	
Membres FRAM	4		1	1	3		8	1
Equipe ZIVA								2
	<b>7</b>	<b>0</b>	<b>4</b>	<b>1</b>	<b>6</b>	<b>0</b>	<b>17</b>	<b>3</b>

*Source : Auteur, Novembre 2008*

Ainsi, trois types d'enquêtes sont effectués pendant la collecte de données sur terrain. Il s'agit de l'enquête au niveau des Communes (Fiche 1), celle au niveau de l'équipe ZIVA qui est une structure de regroupement des acteurs (Fiche 2), et celle au niveau des membres de FRAM (Fiche 3).

Fiche 1 : Questionnaire sur la Commune Rurale

Date de l'enquête :

Lieu de l'enquête :

Personne enquêtée :

**1- GENERALITES SUR LA COMMUNE RURALE**

- Commune : District : Région :
- Communes limitrophes :
  - Nord :
  - Sud :
  - Ouest :
  - Est :
- Nombre de Fokontany :
- Membres d'un OPCI :

	PCD	PCDE
Date d'élaboration :		
Accompagnateur :		
Activités déjà réalisées :		

**2- POPULATION**

- Nombre de population :
- Densité :

**3- ACTIVITES ECONOMIQUES**

- Activités existantes :
- Activités dominantes :

**4- EDUCATION**

	Education primaire	Education secondaire
Nombre d'infrastructures :		
Nombre de salles de classe :		
Nombre d'instituteurs :		
Nombre d'élèves :		
Taux de scolarisation :		
Taux de déperdition scolaire :		

## 5- INTERVENANTS

Dénomination	Domaines d'activités

## 6- COMMUNICATION

Mass-média	Communication orale	Communication écrite
- Nombre de stations radio captées :	- Existence de marché communal :	- Nombre de panneaux d'affichages dans la Commune :
- Nombre de stations télévision captées :	- Nombre de jour de marché par semaine :	- Utilisation de correspondance
- Nombre de salles vidéo dans la Commune :	- Fréquence de l'Assemblée Générale par Fokontany :	- Fréquence d'utilisation de correspondance

## 7- APPORT BENEFICIAIRE

	Désignation	Quantité
Homme :		
Femme :		
Ménage :		
Commune :		

## 8- AUTRES REMARQUES

--

Les dirigeants locaux tels que les Maires, les présidents des Conseillers Communaux et les Chefs ZAP (Tableau 2) sont les cibles de cette première fiche d'enquête sur les Communes Rurales. Ce questionnaire est semi-ouvert, et porte sur la Commune, la population, l'activité économique, l'éducation, les intervenants, la communication, et les formes d'apports bénéficiaires appliquées sur place. L'enquête se déroule sous forme d'entretiens en groupe. Compte tenu de notre handicap dans la compréhension du dialecte local, nous recourons à un dictaphone. L'enquête au niveau des Communes est nécessaire en vue de comparer les informations contenues dans les monographies, les PCD, les PCDE par rapport aux réalités sur terrain. les Maires et les présidents des Conseillers Communaux sont encore novices dans leurs fonctions, étant juste leur première année de mandat. La forme d'entretien en groupe atténue la prise de parole de chaque individu.

## Fiche 2 : Questionnaire sur l'équipe ZIVA

Date de l'enquête :                      Lieu de l'enquête :                      Personne enquêtée :

### 1- GENERALITES SUR L'EQUIPE

- Date de création :
- Mission :
- Coordonnées :

### 2- COMPOSITION DE L'EQUIPE

- Liste des membres :

Organisme	Genre	Fonction	Provenance

### 3- ACTIVITES DE L'EQUIPE

- Types d'activités :

#### 4- BUDGET DE FONCTIONNEMENT DE L'EQUIPE

Volume du financement	Sources du financement	Répartition de l'utilisation du budget

#### 5- AUTRES REMARQUES

Les membres de l'équipe ZIVA sont les cibles au niveau de la structure de regroupement des acteurs (Tableau 2). Un questionnaire semi-ouvert sur les généralités, la composition de l'équipe, l'activité, le budget de fonctionnement de l'équipe est appliqué (Fiche 2). L'enquête se déroule aussi sous forme d'entretiens en groupe, étant donné que les hypothèses de recherche visent la mobilisation commune des acteurs. Cette collecte d'informations au niveau de l'équipe ZIVA est primordiale dans le but où elle nous renseigne sur la structure de regroupement des acteurs. Un complément d'information sur la connaissance de l'existence et le fonctionnement de cette structure devrait être cependant effectué auprès des grands Organismes non représentés dans l'équipe tels que le PIC, le QMM ...

#### Fiche 3 : Questionnaire de membres de FRAM

- Date de l'enquête :
- Nom de la personne enquêtée :
- Commune Rurale :
- Genre : Activités :
- Date d'adhésion dans la FRAM :

## 1- CONNAISSANCE DU PCDE

- Avez-vous déjà entendu parler du PCDE ?
- Quelle est la période d'élaboration de votre PCDE ?

Type d'activités	Activités réalisées	Activités en cours	Activités non réalisées

## 2- COMMUNICATION

Quel est le moyen de communication le plus utilisé par la population ?

### ***Mass-média***

- Quelle est la station radio la plus écoutée par la population ?
- Quelle est l'émission radio la plus suivie par la population ?
- Quelle est la station télévision la plus regardée par la population ?
- Quelle est l'émission télévisée la plus suivie par la population ?
- Selon vous, quel genre de personnes est le plus attiré par les salles vidéo ?
- Quel genre de films intéressent le plus les clients de salles vidéo ?

### ***Communication orale :***

- Est-ce que le marché permet à la population d'échanger des informations ?

- Trouvez vous que le nombre de population qui fréquente le marché est important ?
- Est-ce que le nombre de « Réunion de Fokonolona » vous semble suffisant dans la Commune ?
- Est-ce que la population est assidue dans la participation aux « Réunion de Fokonolona » ?

### **Communication écrite**

- Est-ce que les lettres d'invitation sont utiles dans la Commune ?
- Quel genre de réunions ou d'activités nécessitent l'envoi de lettres d'invitation ?
- Consultez vous des panneaux d'affichages ?
- Quel genre d'affiches vous semble les plus intéressantes ?

### **3- AUTRES REMARQUES**

Les membres des FRAM<sup>8</sup> sont les derniers mais les plus importants cibles de l'enquête (Tableau 2). Un questionnaire semi-ouvert sur la connaissance du PCDE, et autour de la communication est utilisé (Fiche 3). L'enquête se déroule sous forme d'entretiens individuels. Cette enquête est importante dans la mesure où elle nous fournit des informations sur le vécu quotidien de l'ensemble de la population. Nous avons enquêté 9 personnes sur les 224 membres de bureau au niveau des 32 écoles fonctionnelles sises dans les trois Communes, soit un taux d'échantillonnage de l'ordre de 20%. Les informations obtenues donnent une idée de la réalité.

---

<sup>8</sup> Une Association FRAM est composée par 7 membres de bureau : un président, un vice président, un secrétaire du Procès Verbal, un secrétaire financier, un trésorier, et deux conseillers.

A part les enquêtes, nous avons aussi effectués des observations structurées. L'environnement scolaire, les activités réalisées dans le cadre du PCD, la communication au niveau des Communes constituent les points d'observation : bâtiments scolaires, instituteurs, élèves. En plus des infrastructures, du mode de gestion et de l'utilisation de ces infrastructures par la population, notre observation s'est focalisée en matière de communication sur la salle vidéo : moyenne d'âge des spectateurs, prix d'entrée et type de films projetés ..., le nombre de panneaux d'affichages, leur lieu d'implantation, les types d'informations affichées et type de personnes qui consultent les affiches sont étudiés ..., ainsi que les stations et les émissions radio les plus prisées par la population.

L'observation est effectuée au cours de la journée, aux heures de travail entre huit heures et douze heures et aux heures de pause entre midi et quatorze heures. La majorité des photographies utilisées dans la réalisation de ce mémoire sont prises lors de ce travail d'observations sur terrain. Cette étape revêt une importante capitale dans la mesure où elle permet de vérifier le bien fondé des différentes données collectées pendant le travail d'enquête.

Les différentes techniques appliquées pendant le travail de terrain sont interdépendantes. Un bon travail d'enquête et d'observation sur terrain dépendent beaucoup d'une bonne recherche documentaire ainsi qu'une enquête préliminaire bien réalisée. La disponibilité des équipements de terrain est aussi à prendre en compte.

### **3 Traitement et analyse de données : informations, croquis et images**

Après les travaux de terrain, nous avons procédés au dépouillement, au traitement et à l'analyse des données obtenues avec les logiciels Microsoft Office Excel, MapInfo Professional et Microsoft Office Picture Manager.

Une grande partie des données collectées sur terrain a été traitée avec le logiciel Microsoft Office Excel sous forme de tableau, graphiques et croquis pour être mieux commentées.

L'utilisation de ce logiciel évite les éventuelles erreurs de calcul pendant la manipulation de données numériques, et s'avère aussi nécessaire avant toute application du logiciel Microsoft Office Word, qui est réservé uniquement au traitement de texte.

Nous avons aussi utilisé le logiciel MapInfo Professional 7.0 dans la confection de certains croquis du mémoire. Après création de notre base de données numérique sur la zone d'étude et analyse thématique suivant les informations requises, nous avons procédé à la mise en forme des croquis nouvellement produits.



Nous avons apporté quelques corrections au niveau des limites administratives qui ne sont pas très claires dans la Base de Données 500 (BD 500) de la « Foiben-Taontsaritanin'i Madagasikara » (FTM)<sup>9</sup> sur le croquis de Taolagnaro. Toutes les informations ont été recréées pour les Communes Rurales d'Ifarantsa, Mahatalaky et laboakoho.

L'avantage de l'utilisation de ce logiciel de Système d'Information Géographique (SIG) est sa capacité à superposer toutes les informations disponibles dans la BD permettant une analyse poussée des informations.

Et lors des travaux sur terrain, nous avons utilisé un l'appareil photographie numérique. L'avantage dans l'utilisation de ce matériel est la connaissance instantanée de la qualité des données photographiées, avec une possibilité de reprise immédiate de la photographie au cas où la prise de vue n'est pas satisfaisante. La possibilité d'échange des photographies sous forme de fichiers numériques en est aussi un autre. Certaines photographies ont pu ainsi être collectées au niveau de l'équipe ZIVA (Photo 2).

Les fichiers numériques sont compatibles avec le logiciel Microsoft Office Picture Manager. Une fois transférés dans l'ordinateur, ils sont immédiatement consultables, modifiables et manipulables rendant inutile le développement, le tirage de films et le scan de photographies imprimées.

Photo 2 : Photo de classe dans la Commune Rurale laboakoho



*Cliché : Equipe Ziva, Mai 2008*

---

<sup>9</sup> Foiben-Taontsaritanin'i Madagasikara (FTM), 1971, 2002, 2007

# **Chapitre II : Synthèse des études bibliographiques sur l'éducation à Madagascar**

---

La recherche documentaire est nécessaire car il conduit à la formulation des hypothèses de travail. Plusieurs documents donnent un aperçu de l'histoire et de l'enjeu de l'éducation dans le domaine du développement : Le référentiel national : le Madagascar Action Plan (MAP), Présidence de la République de Madagascar (PRM), 2006, la politique intégrée de formation des formateurs du Ministère de la population (MPPSL/DAPIC, 2006), le mémoire de maîtrise de Géographie sur l'éducation en milieu rural : « le cas de la Commune Rurale d'Anjeva Gara » (Randimbisoa B., 2007), et le rapport de Recherche – Action sur la Planification Locale de l'Education, (Equipe ZIVA, 2008).

## **1 L'éducation, un secteur traditionnel devenu une préoccupation planétaire**

L'histoire de l'éducation à Madagascar a commencé en 1818 avec l'apprentissage de l'écriture à quelques membres du Royaume de Radama I par les missionnaires britanniques. Ces derniers estimaient que la lecture de la Bible dans la langue maternelle faciliterait la conversion des malgaches à la religion chrétienne. Aussi, l'éducation est-elle une condition préalable à l'évangélisation.

L'éducation à Madagascar a subi plusieurs réformes les plus importantes sont les suivantes : la mise en œuvre d'une formation à triple optique en 1960, la malgachisation de l'enseignement en 1978, l'universalisation de l'enseignement primaire en 1995 et le lancement du programme « Education Pour Tous » (EPT) en 2002. (Randimbisoa B., 2007)

Il existe actuellement deux systèmes éducatifs complémentaires : le système éducatif formel et le système éducatif non formel. Le premier système regroupe l'Enseignement Fondamental (EF) 1<sup>er</sup> cycle et 2<sup>ème</sup> cycle, l'Enseignement Supérieur (ES), ainsi que la Formation Technique et Professionnelle (FTP). Le second système englobe les programmes de formation menés dans le domaine de l'alphabétisation fonctionnelle, l'éducation à la vie familiale et sociale, l'agriculture, l'artisanat et l'industrie, l'environnement ... (MPPSL/DAPIC, 2006)

Après cet aperçu de l'évolution de l'éducation à Madagascar, situons l'enjeu tenu par ce secteur dans le domaine du développement.

Du point de vue social et civique, l'éducation est un droit pour le citoyen et un devoir pour l'Etat. Du point de vue économique, l'éducation est un investissement, dans la mesure où elle représente une dépense qui servira à produire un supplément de richesse et de bien être pour l'avenir.

L'éducation de base incluant l'éducation primaire et l'éducation en premier cycle et second cycle contribue à faire reculer la pauvreté en milieu rural, en augmentant la productivité du travail des pauvres. En 2006, près de 4 % du Produit Intérieur Brut (PIB) de Madagascar fut alloué au secteur éducation, et plus de la moitié de ce budget était réservé à l'éducation primaire. (PRM, 2006)<sup>10</sup>

L'amélioration de la qualité de l'éducation contribue à l'augmentation de revenu des individus tout au long de leur vie, favorise une croissance économique, nationale plus robuste et aide les individus à faire des choix plus informés au sujet de la fécondité et à d'autres questions importantes pour leur propre bien être. (Equipe ZIVA, 2008)

Cet enjeu important de l'éducation suscite l'organisation de forum mondial sur l'éducation, tous les dix ans, depuis 1990.

Ainsi, plus de 180 pays ont fixé lors des forums mondiaux sur l'éducation qui se sont tenus respectivement à Jomtien (1990) et Dakar (2000), les objectifs pour 2015 : - développer la protection et l'éducation de la petite enfance - apporter un enseignement primaire gratuit et obligatoire pour tous - promouvoir l'acquisition des compétences de la vie courante pour les adolescents et les jeunes - améliorer de 50% les niveaux d'alphabétisation des adultes - éliminer les disparités entre les sexes avant 2005 et instaurer l'égalité dans l'éducation d'ici à 2015, améliorer la qualité de l'éducation.

Les objectifs nationaux fixés par Madagascar sont : - Augmenter le taux de scolarisation de la tranche d'âge 6 – 10 ans à 99% et celui des 11 – 12 ans à 69% - rehausser le taux d'admission en secondaire à 40% - augmenter le taux d'achèvement à 94% pour le cycle de 5 ans et 65% pour le cycle de 7 ans - et réduire le taux de redoublement à 5% en primaire.

L'éducation concerne toute la population, et elle commence par l'apprentissage à la lecture et à l'écriture.

L'éducation est devenue une préoccupation mondiale car l'avenir de l'humanité dépend de l'enseignement et de la formation transmis aux générations présentes. Cependant, plusieurs éléments défavorables devraient être maîtrisés.

---

<sup>10</sup> Ibidem

## **2 Des éléments défavorables mais aussi des réformes engagées et des systèmes développés**

Les différents problèmes perçus dans le domaine de l'éducation à Madagascar sont traités dans divers ouvrages : Rapports d'activités 2007 (Aide et Action, 2007), Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) à Madagascar – Programme conjoint pour la promotion de l'éducation de base sur tous les enfants malagasy (PNUD Madagascar), Plan Education Pour Tous, situation en 2005, Actualisation des objectifs et stratégies (MENRS, 2005), mémoire de Diplôme d'Etudes Approfondies (DEA) de Géographie sur la place des Maisons Familiales Rurales dans le développement économique de Madagascar (Randrianantenaina M., 2009).

La situation des enfants à Madagascar en 2008 est préoccupante. Un enfant sur trois de 7 à 17 ans travaille, soit 1 377 800 sur 4 204 000 enfants. Environ 98% des enfants handicapés n'ont pas accès à l'éducation, soit un effectif de 600 000. Près de 1/4 des enfants de moins de 18 ans n'ont pas d'actes de naissance, soit environ 2,5 millions d'enfants entravés dans l'accès à l'éducation. Les écarts entre les filles et garçons se creusent au fur et à mesure qu'ils montent en classe supérieure. (Equipe Ziva, 2008)

Le mariage précoce, l'insuffisance des infrastructures scolaires, celle des enseignants et des matériels scolaires et la cherté des frais de scolarisation par rapport au pouvoir d'achat de la population sont aussi défavorables au maintien des enfants à l'école. (Randimbisoa B., 2007 & PNUD Madagascar, 2003)

Par ailleurs, 50 à 70% des 900 heures par an recommandées par la norme internationale sont honorés pour Madagascar. A cela s'ajoutent la réduction du taux de redoublement et l'augmentation du taux d'achèvement scolaire avec un taux respectif de 19,7% et 57%. (Aide et Action, 2007)

Face à ces problèmes à Madagascar, la vision *aspire que* « *Le peuple malgache tant en milieu rural qu'urbain sera en bonne santé et aura droit à une éducation de qualité* ». La réforme de l'éducation suivant les normes internationales apparaît ainsi nécessaire pour que chaque individu soit économiquement et socialement productif.

Cette transformation comporte plusieurs défis au niveau de l'enseignement formel (PRM, 2006) : - développer des centres d'activités préscolaires - créer un dispositif primaire performant - intensifier le système d'enseignement fondamental Collège et Lycée - développer la formation professionnelle - transformer l'enseignement supérieur - mettre fin à l'analphabétisme - développer la capacité par le sport et l'éducation civique.

Plusieurs réformes sont déjà entamées depuis 2003. Il s'agit de l'incitation à la scolarisation par l'allègement des charges parentales, grâce à l'exonération des droits d'inscription, la distribution des kits scolaires et la contribution aux salaires des enseignants FRAM. Ensuite, il faut relever l'extension des capacités d'accueil dans l'EF1, avec la construction de 2 000 salles de classes/an, et le recrutement de 1 800 enseignants/an. Les conditions d'apprentissages sont aussi améliorées par la dotation d'un manuel/élève, et l'équipement des écoles sur financement des fonds destinés aux Initiatives des Pays Pauvres Très Endettés (IPPTE). D'autres processus sont également engagés tels que la révision des curricula, la formation et l'amélioration des conditions de travail des enseignants, avec la distribution des primes de craies et d'éloignement. Il en est de même pour la réduction du taux de redoublement et de la restructuration du système d'inspection et d'encadrement de proximité. (MENRS, 2005)

La réforme de l'éducation menée depuis 2003 fait augmenter le nombre des enfants admis à l'école. Madagascar est cependant classé parmi les pays très inefficients en matière d'éducation. Le taux brut de scolarisation élevé et le faible taux d'achèvement scolaire expliquent cette inefficience. (Equipe ZIVA, 2008) Si tel est le cas dans le système éducatif formel, abordons également celui du non formel.

Au niveau du système éducatif non formel, un programme d'alphabétisation accompagné d'une formation technique et professionnelle de base et une promotion d'Activités Génératrices de Revenus (AGR) sont initiés en milieu rural par dix Ministères et six agences d'exécution des Nations Unies. Les groupes vulnérables tels que les enfants d'âge scolaire non scolarisés, déscolarisés, jeunes et adultes analphabètes qui ne sont pas atteints par le système éducatif classique et dont les besoins éducatifs sont insuffisamment couverts sont les cibles de ces programmes.

La considération des besoins particuliers des femmes dans le système éducatif non formel est plus importante. Ainsi, sont lancés des programmes d'alphabétisation, de sensibilisation sur le devoir de maternité : puériculture, hygiène, entretien domestique ..., de l'éducation environnementale : utilisation rationnelle de bois et de l'eau ..., et de l'intégration aux activités économiques : accès aux terres et gestion des troupeaux. La structure de mise en œuvre de ces programmes reste toutefois ponctuelle, elle est trop dépendante du partenaire financier. (PNUD Madagascar, 2003)

L'implantation des Maisons Familiales Rurales (MFR)<sup>11</sup> à Madagascar entre 2001 et 2003 s'intègre aussi dans le développement du système éducatif non formel en milieu rural. Les dix MFR existantes dans la grande île se caractérisent par la pédagogie par alternance.

---

<sup>11</sup> Une formule de rétention des élèves à la campagne, née à Lauzun en France après la seconde guerre mondiale (Randrianantenaina M., 2009)

Il s'agit d'une formation de deux semaines au centre et un stage pratique de deux semaines au foyer des participants. Les jeunes et leurs parents constituent ainsi les cibles des MFR.

La réforme du système éducatif formel et le développement du système éducatif non formel sont complémentaires surtout en milieu rural où la concentration de la population est importante. Plusieurs éléments doivent être pris en compte dans ces systèmes. Il s'agit de l'apprenti et son entourage ainsi que le contexte de l'enseignement ou de la formation suivi. Ce qui nous renvoie maintenant à la gestion du système éducatif au niveau communal à travers le PCDE.

### **3 Le PCDE, un essai de planification pour l'amélioration de l'éducation à l'échelle communale**

La consultation des ouvrages sur les Communes : Essai sur l'organisation administrative de Madagascar à l'heure du développement (Ruffel, 1967) et Décentralisation à Madagascar (Banque Mondiale, 2004), les données sur l'éducation dans la zone d'étude : Stratégie Nationale de l'Aménagement du Territoire, Inventaire et diagnostic territorial, Synthèses des politiques (MDAT, 2008) et les PCDE des trois Communes montre la place conférée à l'éducation dans les PCD de la Région Anosy. Les éléments qui en sont tirés permettent de définir les hypothèses de recherche.

La Commune est institutionnalisée à Madagascar depuis le 01 janvier 1960 (Ruffel 1962). Son appellation et son champ de compétences ont varié suivant les époques mais son instauration reste ancrée dans l'esprit des citoyens malgaches.

Depuis 1995, la Commune est devenue l'unité de base des actions de développement initiées par les partenaires publics et privés. Par conséquent, l'élaboration des PCD est encouragée, en vue de promouvoir le développement local à travers le processus de décentralisation. (Banque Mondiale, 2004)

Le constat montre que tous les besoins éducatifs ne sont pas pris en compte dans les PCDs. Les plus importants concernent l'insuffisance d'accès de la population au service scolaire, liée au manque d'infrastructures et de personnel, l'importance du taux de redoublement et de déperdition en relation avec les difficultés de la vie en milieu rural. (MDAT, 2008)

L'EPT stipule le renforcement du Partenariat Public Privé (3P) afin d'augmenter la capacité d'appui du MENRS au niveau des écoles, la disposition d'un système d'information et de communication fiable et en temps utile<sup>12</sup>. Ceux qui entraînent l'implication de la Commune dans la mise en œuvre de la réforme de l'éducation à Madagascar. (MENRS, 2005)

---

<sup>12</sup> Axe stratégique n°3 du plan d'action Education Pour Tous à moyen terme 2006 – 2008 : Améliorer la gestion, l'administration et le financement du système. (MENRS, 2005)

Ainsi, depuis 2004, Aide et Action à Madagascar met en place des PCDE. Ces plans (Tableau 3) tiennent compte la nouvelle vision de l'éducation et constituent un outil de pilotage du système éducatif et de négociation avec les partenaires techniques et financiers pour la Commune. (Aide et Action & UGP/FORMGED, 2008).

L'élaboration de PCDE se présente comme suit : des membres issus des FRAM, des Associations locales, des services techniques déconcentrés de l'Etat ont constitué le Comité Villageois de l'Education (CVE). Cette structure a comme mission d'élaborer le Plan Educatif Villageois (PVE). Des Conseillers Communaux chargés des affaires sociales, les Chefs ZAP et les membres issus de l'Union FRAM ont constitué à leur tour le Comité Communal Educatif (CCE). Cette structure examine tous les PVE du territoire de ressort et propose un PCDE au Conseiller Communal de Développement (CCD).

Dans un souci d'efficacité, les membres des CVE et de CCE ont bénéficié de sessions de formation sur le diagnostic participatif, la technique d'animation, la planification locale de développement. Après validation du PCDE par le CCD et publication de l'arrêté communal par le Maire, le PCDE (Tableau 3) entre en vigueur. (Equipe ZIVA, 2008)

Après étude comparative des PCDE des Commune Rurales d'Ifarantsa, Mahatalaky et laboakoho (Tableau 3), trois axes stratégiques peuvent être dégagés : amélioration de la qualité de l'éducation, promotion du développement et renforcement de la gestion communale.

L'amélioration qualitative de l'éducation comprend deux objectifs tels que l'augmentation du taux de scolarisation, le renforcement de compétences des instituteurs et l'augmentation de la capacité d'accueil des infrastructures scolaires.

La promotion du développement inclut des objectifs suivants dont l'assistance à ceux qui ont abandonné l'école et à ceux qui accèdent difficilement à l'éducation comme les personnes handicapées, le renforcement de compétences des groupements de développement local : femmes, jeunes, ... ainsi que l'alphabétisation des adultes.

La gestion communale vise deux objectifs. Il s'agit du renforcement de compétences des dirigeants communaux et de la promotion de la gestion transparente de l'administration.

L'élaboration du PCDE complète les lacunes constatées dans le domaine de l'éducation au niveau des PCD. Ainsi, d'autres annexes comme le PCDE devraient être élaborées pour les secteurs qui touchent directement la vie quotidienne de la population et qui y semblent toutefois traités d'une manière superficielle tels que la sécurité, l'agriculture, l'environnement ...

Tableau 3 : Comparaison des PCDE des Communes Rurales d'Ifarantsa, de Mahatalaky et d'Iaboakoho

<b>AXE STRATEGIQUE 1 : AMELIORATION DE LA QUALITE DE L'EDUCATION</b>			
<b>Objectif 1-1 : Augmenter le taux de scolarisation</b>			
<b>Résultats attendus</b>	<b>Activités</b>		
	<b>Ifarantsa</b>	<b>Mahatalaky</b>	<b>Iaboakoho</b>
1-1-1 La capacité d'accueil des écoles est augmentée	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construire de nouvelles salles de classe</li> <li>- Entretien et réhabiliter des infrastructures existantes</li> <li>- Fournir des mobiliers et équipements scolaires (tables bancs, tables maîtres, chaises, armoires, étagères), des matériels didactiques (Compas, Equerre, Règle, Livres ...)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construire de nouvelles salles de classe</li> <li>- Construire un CEG</li> <li>- Entretien et réhabiliter des infrastructures existantes</li> <li>- Fournir des mobiliers et équipements scolaires (tables bancs, tables maîtres, chaises, armoires, étagères)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construire de nouvelles salles de classe</li> <li>- Construire un CEG</li> <li>- Entretien et réhabiliter les infrastructures existantes</li> <li>- Fournir des équipements scolaires (tables bancs, tables maîtres, chaises, armoires, étagères), des matériels didactiques (Compas, Equerre, Règle, Livres ...), des équipements de sports (ballon, maillot ...)</li> </ul>
1-1-2 L'environnement scolaire est amélioré		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Clôturer les infrastructures scolaires</li> <li>- Construire de terrains de sport</li> <li>- Approvisionner en eau potable</li> <li>- Construire de latrines</li> <li>- Construire des pharmacies scolaires</li> </ul>	
<b>Objectif 1-2 : Renforcer la compétence des Instituteurs</b>			
1-2-1 La compétence des instituteurs est renforcée	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcer la compétence des instituteurs</li> <li>- Organiser un voyage d'étude</li> <li>- Procéder à une demande de nouveaux instituteurs</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcer la compétence des instituteurs</li> <li>- Organiser un voyage d'étude</li> </ul>
1-2-2 La motivation des Instituteurs est accrue			<ul style="list-style-type: none"> <li>- Procéder à une demande de nouveaux Instituteurs</li> <li>- Participer au paiement des salaires des instituteurs ENF</li> </ul>



Résultats attendus	Activités		
	Ifarantsa	Mahatalaky	laboakoho
<b>Objectif 1-3 : Augmenter le taux de scolarisation</b>			
1-3-1 Le nombre d'enfants scolarisé est augmenté	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sensibiliser les parents</li> <li>- Contribuer à l'octroi des actes de naissances (EKA) aux enfants</li> <li>- Appliquer la convention CPRS</li> <li>- Mettre en place une cantine scolaire</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sensibiliser les parents</li> <li>- Contribuer à l'octroi des actes de naissances (EKA) aux enfants</li> <li>- Mettre en place une cantine scolaire</li> <li>- Mettre en place des Centres d'Activités Préscolaires</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sensibiliser les parents</li> <li>- Contribuer à l'octroi des actes de naissances (EKA) aux enfants</li> <li>- Mettre en place une cantine scolaire</li> <li>- Créer des écoles satellites</li> <li>- Mettre en place une charte éducative</li> </ul>
1-3-2 Le taux d'abandon scolaire est réduit	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Appliquer la convention CPRS</li> <li>- Réaliser un atelier : « Lutte contre l'abandon scolaire »</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réaliser un atelier : « Lutte contre l'abandon scolaire »</li> <li>- Intégrer des programmes ludiques et des arts plastiques dans le programme scolaire</li> <li>- Effectuer des enseignements pratiques</li> </ul>	
<b>AXE STRATEGIQUE 2 : PROMOUVOIR LE DEVELOPPEMENT</b>			
<b>Objectif 2-1 : Renforcer la compétence des jeunes déscolarisés</b>			
2-1-1 La compétence des jeunes qui ont abandonné l'école est renforcée	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Créer et équiper des centres de formation spécialisés (atelier bois, couture ...)</li> <li>- Renforcer la capacité des Associations des jeunes</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Créer des associations des jeunes qui ont abandonné l'école</li> <li>- Renforcer la capacité de ces jeunes</li> <li>- Créer et équiper des centres de formation professionnelle</li> </ul>
<b>Objectif 2-2 : Renforcer la compétence de groupements</b>			
2-2-1 La compétence des jeunes est renforcée		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Formaliser les Associations</li> <li>- Organiser des formations professionnelles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Organiser des visites d'échanges</li> <li>- Organiser des levées de fonds</li> <li>- Monter de projets</li> </ul>
2-2-2 La conduite des jeunes est améliorée		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Créer des foyers (danse, musique, sport, ...)</li> <li>- Octroyer des matériels</li> </ul>	
2-2-3 Un centre pour les associations féminines est créé			<ul style="list-style-type: none"> <li>- Créer et équiper des centres de formation spécialisés</li> </ul>

Résultats attendus	Activités		
	Ifarantsa	Mahatalaky	laboakoho
2-2-4 L'accès des personnes handicapées l'éducation est facilité	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Recenser le nombre des personnes handicapées</li> <li>- Organiser un atelier sur l'accès des personnes handicapées à l'éducation et aux emplois</li> <li>- Mettre en place un centre de formation pour les personnes handicapées</li> </ul>		
<b>Objectif 2-3: Mettre en œuvre un programme d'alphabétisation des adultes</b>			
-1-1 Le programme d'alphabétisation des adultes est réalisé	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Créer un centre d'alphabétisation</li> <li>- Renforcer la capacité des responsables de ces centres</li> <li>- Participer à l'atelier national sur l'alphabétisation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Créer un centre d'alphabétisation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Créer un centre d'alphabétisation</li> <li>- Renforcer la capacité des responsables de ces centres</li> <li>- Organiser des visites d'échanges</li> </ul>
<b>AXE STRATEGIQUE 3 : RENFORCER LA GESTION COMMUNALE</b>			
<b>Objectif 3-1 : Renforcer la compétence des dirigeants communaux</b>			
3-3-1 Les parents concourent à la réalisation du plan de développement de l'éducation	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre en place les Association des parents (FRAM, UFRAM ...)</li> <li>- Mettre en place des Comité Villageois de l'Education</li> <li>- Organiser des visites d'échanges pour les membres de FRAM</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre en place les Associations des parents (FRAM, UFRAM ...)</li> <li>- Mettre en place des Comités Villageois de l'Education</li> <li>- Renforcer la compétence de membres de cette structure</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre en place les Associations des parents (FRAM, UFRAM ...)</li> <li>- Renforcer la compétence de membres de cette structure</li> </ul>
<b>Objectif 3-2 : Promouvoir la gestion transparente de l'administration</b>			
3-2-1 La gestion administrative de la Commune est améliorée	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcer la capacité des dirigeants communaux</li> <li>- Organiser des visites d'échanges</li> <li>- Recueillir les textes sur la gestion administrative</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcer la capacité des dirigeants communaux</li> <li>- Organiser des visites d'échanges</li> <li>- Recueillir les textes sur la gestion administrative</li> </ul>

*Source : Auteur, Mai 2009*

L'élaboration des PCDE est conforme au système éducatif appliqué actuellement à Madagascar. Le premier axe stratégique correspond aux réformes du système éducatif formel au niveau de l'enseignement de base. Le second axe stratégique traduit la promotion du système éducatif non formel à l'échelle communale. Le troisième axe découlant des deux précédents constitue une application de l'éducation dans la gestion communale.

D'une manière générale, les trois Communes s'adonnent aux mêmes activités pour la mise en œuvre de leurs PCDE. Cela provient de la facilitation assurée lors de l'élaboration des PCDE par l'Association Aide et Action, Direction Régionale Anosy.

Toutefois, compte tenu de la diversité des participants lors du processus, certaines particularités apparaissent par Commune. Il s'agit de la considération des personnes handicapées à Ifarantsa, l'amélioration de l'environnement scolaire à Mahatalaky et l'amélioration des conditions de travail des enseignants à laboakoho.

Malgré l'existence d'une planification ordonnée, les PCDE sont cependant confrontés à des problèmes de mise en œuvre. Ils sont les suivants :

L'information sur l'élaboration et la mise en œuvre du PCDE demeure au niveau des membres de CVE et de CCE. L'ensemble de la population ne sont pas informée.

La mise en œuvre de PCDE a coïncidé avec l'élection communale. De nouveaux maires entrent en exercice, tandis que d'autres ne sont pas réélus. Le défaut de passation entre les maires sortants et entrants et le renouvellement de la majorité de l'équipe communale constituent ainsi des sources de blocage.

Certains projets peuvent être réalisés sans recours à des ressources extérieures. Mais les structures ont tendance à attendre un financement extérieur alors que la majorité des partenaires techniques et financiers ne sont pas directement associés dans l'élaboration et la mise en œuvre du PCDE.

Les diverses informations collectées dans ce chapitre II principalement à travers une revue de littérature, partant des problèmes constatés et des efforts entrepris, amènent à dégager les hypothèses de travail suivant :

La concrétisation du PCDE est possible grâce à la mobilisation des acteurs concernés, l'amélioration de la communication et la valorisation des ressources internes éventuellement complétée par la recherche de financements externes.

Ces hypothèses de recherches sont établies en vue de répondre à la problématique de recherche annoncée précédemment. Cette étude ne prétend pas à résoudre toutes les difficultés de mise en œuvre des PCDE, mais elle aborde les problèmes importants par ordre de priorité. Ainsi, les axes de recherche tournent autour de la mobilisation des acteurs, l'amélioration de la communication et la mobilisation des ressources.

# **Chapitre III : Contexte du milieu éducatif dans la Région Anosy**

---

Ce troisième chapitre fait découvrir l'enjeu, l'état des lieux et les solutions déjà envisagées en vue de promouvoir le domaine de l'éducation dans la Région Anosy.

## **1 L'extrême Sud Est, un paysage tropical riche en ressources naturelles**

L'extrême Sud Est de Madagascar dispose des potentialités économiques grâce à ses ressources naturelles dans différents secteurs : agriculture, élevage, pêche, mines, environnement et tourisme. (MAEP/UPDR, 2003 & MIRA/PAT/Région Anosy, 2005)

L'agriculture vivrière consacrée au riz, manioc et patate douce domine à Ifarantsa. La pêche de langoustes, crevettes, concombres de mer, requins, thons et sardines est importante dans les Communes littorales. La région pratique aussi l'élevage bovin, porcine et avicole. Elle est connue par ses cultures de rente telles que canne à sucre, café, vanille ... ainsi que les fruits tropicaux : letchi précoce, banane, corossol, mangues, papaye, orange et jacques.

La zone d'étude est aussi riche en ressources du sous-sol. Elle recèle du saphir, du rubis, de pierres industrielles, ainsi que des minerais de bauxite et d'ilménites en quantité, surtout dans les plages dunaires de Mahatalaky et d'laboakoho. C'est pourquoi la firme internationale QMM, une filiale du Groupe Rio Tinto s'est implantée dans la Région depuis plus de vingt ans et commence actuellement l'exploitation de ces minerais avec un investissement à hauteur de 500 millions USD.

Par ailleurs, selon l'annuaire officiel du tourisme de Madagascar 2008, les sites les plus fréquentés par les touristes se répartissent comme suit : 38, 40% dans la zone Sud, 21,10% dans la zone Nord, 19,30% dans la zone Est, 13,90% dans la zone Ouest et 7,30% sur les hautes terres. Ainsi Taolagnaro fait partie des circuits les plus visités dans la grande île. Les plages de Libanona, de Lokaro, de Sainte Luce, ... les Aires Protégées ou des stations forestières qui renferment des faunes et des flores exceptionnelles, des chutes d'eau, des sources géothermales, des étendues lacustres, ainsi que le passage saisonnier de baleines et de dauphins, expliquent cette affluence de touristes dans la Région. Toutefois ce circuit fait partie de la destination la plus chère de Madagascar : frais de restauration et d'hébergement : 85 000 Ariary par personne par jour, frais de location et de carburants d'une voiture 4x4 pendant un circuit de 17 jours : 1 000 000 d'Ariary.

La gestion rationnelle de ces richesses naturelles ne relève pas uniquement de l'Etat. Elle concerne aussi les investisseurs étrangers, les opérateurs économiques, les touristes mais aussi et surtout l'ensemble de la population locale dont les caractéristiques sont présentées ci-après.

## **2 Les « Antanosy » : une population inégalement accrue et répartie**

90% de la population des trois Communes sont des « Antanosy<sup>13</sup> ». Comme dans l'ensemble de Madagascar voire dans le monde, les femmes sont plus nombreuses que les hommes à Taolagnaro. Dans la banlieue de Taolagnaro, toutefois, le nombre de femmes est presque égal à celui des hommes avec 49,9% d'hommes et 50,1% de femmes, selon le RGPH 1993.

Entre 1993 et 2005, la population a été multipliée par 1,2 à Ifarantsa et à Mahatalaky, et par 4 à laboakoho. Toutefois la tendance générale de répartition de la population reste semblable à celle de 1993. L'importance de la migration des « Antaisaka » en provenance de Vangaindrano est vraisemblablement la cause de cette hausse de la population à laboakoho. (EPP PADR/ SIRSA, 2005 & Commune Rurale laboakoho, 2008)

En termes de densité de la population, la Commune de Mahatalaky s'étale sur 592 km<sup>2</sup>. Elle est formée de 16 Fokontany et fait partie des Communes qui disposent relativement de grandes superficies dans le District de Taolagnaro. Ifarantsa a une superficie de 148 km<sup>2</sup> et comprend 9 Fokontany. laboakoho s'étend sur 105 km<sup>2</sup> et inclut 4 Fokontany. Ces deux dernières sont de même envergure que les autres Communes existantes.

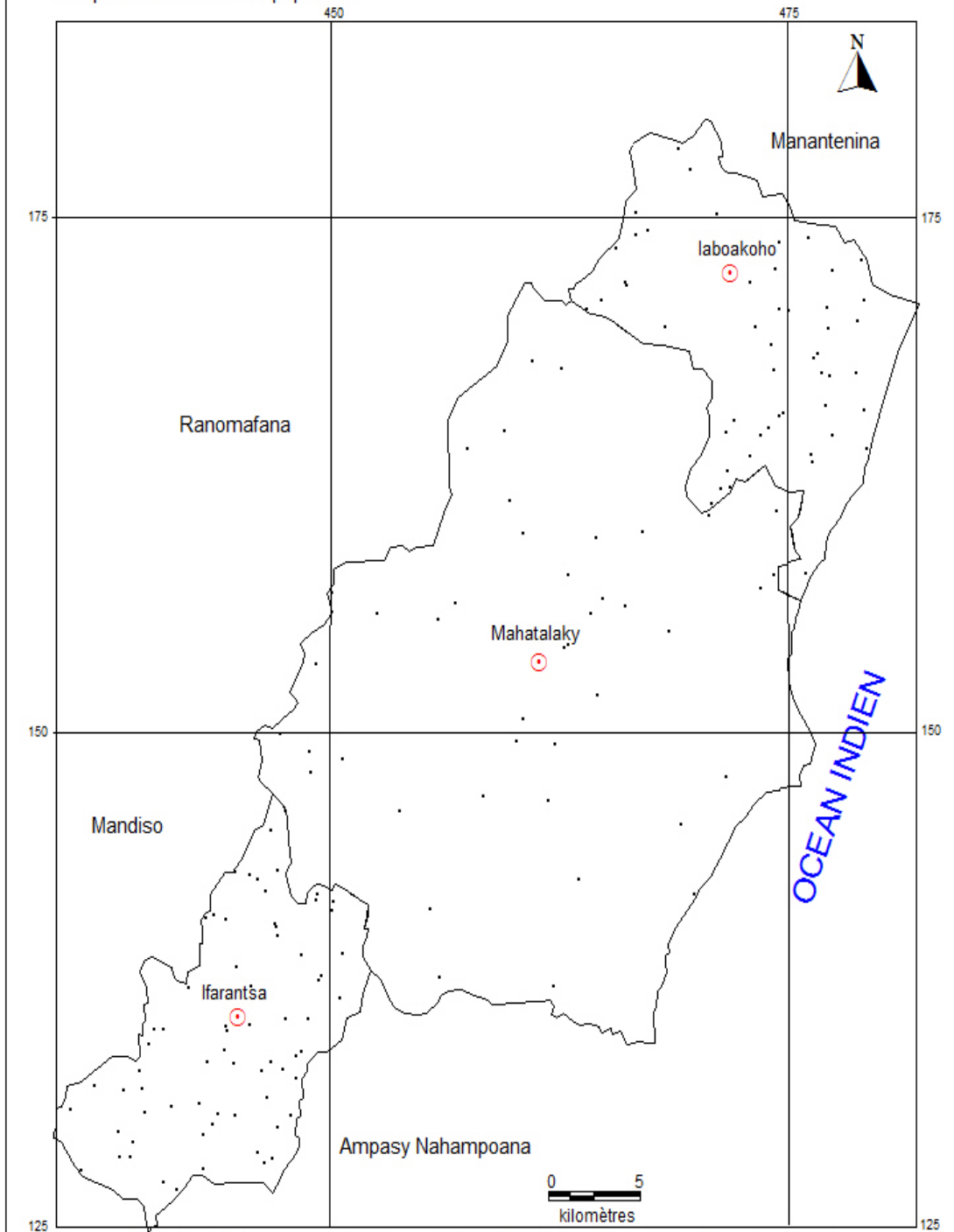
La population compte respectivement 15 460, 6 397 et 1 819 habitants. Ainsi, Mahatalaky est la Commune la plus peuplée, tandis que laboakoho, est celle la moins peuplée, selon le RGPH 93. (INSTAT, 1993)

La densité de population est différente d'une Commune à l'autre. (Croquis 2) Elle est de 69 h/km<sup>2</sup> à Ifarantsa. Cette concentration résulte de l'exiguïté de la superficie de la Commune. Elle est de 50 h/km<sup>2</sup> à laboakoho en raison de la proximité de la Commune avec la Région Atsimo Atsinanana. Enfin elle est de 42 h/km<sup>2</sup> à Mahatalaky compte tenu de la vaste superficie de la Commune. (EPP PADR/ SIRSA, 2005 & Commune Rurale laboakoho, 2008)

---




<sup>13</sup> Les 10% restants sont composés soit par des Antaisaka, soit par des Antandroy dont le nombre varie d'une Commune à l'autre. Sauf à Ifarantsa où ils sont pareils, les Antaisaka sont plus nombreux à Mahatalaky et à laboakoho en raison de l'afflux des Antaisaka en provenance de la Région Atsimo Atsinanana.

Croquis 2 : Densité de la population



Source : Fond de carte : FTM, 2002/CRD Anosy & PACT, 2005 - Données : Auteur, Novembre, 2008  
Conception : Auteur, Juin, 2009

**Légende :**

- |   |   |
|---|---|
|  Chef lieu de la Commune | Densité de la Population  |
|  Limite de la Commune    |  1 Point = 1 |

Il existe une variation locale au niveau de la population du District de Taolagnaro. Qu'en est-il du système éducatif local ?

### **3 Le District de Taolagnaro : un système éducatif peu performant**

L'éducation dans la Région reste peu performante à cause de l'insuffisance des infrastructures scolaires, du manque d'instituteurs et l'importance du taux de redoublement scolaire.

Trois types d'écoles existent dans la zone d'étude : l'Ecole Primaire Publique (EPP), l'Ecole Primaire Privée (EPV), et le Collège d'Enseignement Général (CEG) Public.

Ifarantsa possède 12 écoles dont 11 EPP et 1 CEG. Mahatalaky en a 21 dont 19 EPP, 1 EPV et 1 CEG, tandis qu'laboakoho en a 3 dont 2 EPP et 1 EPV. Parmi ces 36 écoles, 4 EPP sont fermées dont 1 à Ifarantsa, 2 à Mahatalaky et 1 à laboakoho. (Tableau 4)

Le nombre des salles de classes et de sections par Commune varie suivant ce nombre d'écoles. Aucun centre d'activité préscolaire n'existe cependant dans la zone d'étude voire dans la Région.

Le nombre d'élève par salle est souvent supérieur à 60 dans les trois Communes. Il en est de même pour les écoles privées, avec un ratio 1 salle pour 75 élèves. (Photo 3)

Photo 3 : Un ratio élève – salle encore élevé



*Cliché : Equipe ZIVA, Mai 2008*

Tableau 4 : Etat des lieux de l'éducation dans les Communes Rurales d'Ifarantsa, de Mahatalaky et d'Iaboakoho pour l'Année scolaire 2007 – 2008

Information/Lieu	Total Garçons et Filles	Total Filles	Redoublants Garçons et Filles	Redoublants Filles	Nombre Instituteurs	Nombre Sections	Nombre Salles de Classe	Nombre écoles fonctionnelles	Nombre école fermées	Ecoles existantes	Ratio élèves maîtres	Ratio élèves salles	Proportion Redoublants	Proportion Filles
EPP Ifarantsa	1 603	821	409	227	27	42	18	10	1	11	59	89	26	51
CEG Ifarantsa	137	62	11	6	6	3	3	1	0	1			8	45
<b>Total Ifarantsa</b>	<b>1 740</b>	<b>883</b>	<b>420</b>	<b>233</b>	<b>33</b>	<b>45</b>	<b>21</b>	<b>11</b>	<b>1</b>	<b>12</b>	<b>59</b>	<b>89</b>	<b>34</b>	<b>96</b>
EPP Mahatalaky	2 795	1 347	663	323	52	82	45	17	2	19	54	62	24	48
EPV Mahatalaky	75	26	8	6	1	1	3	1	0	1	75	75	11	35
CEG Mahatalaky	89	27	12	4	6	4	4	1	0	1			13	30
<b>Total Mahatalaky</b>	<b>2 959</b>	<b>1 400</b>	<b>683</b>	<b>333</b>	<b>59</b>	<b>87</b>	<b>52</b>	<b>19</b>	<b>2</b>	<b>21</b>	<b>129</b>	<b>137</b>	<b>48</b>	<b>113</b>
EPP Iaboakoho	80	36	8	3	1	4	1	1	1	2	80	80	10	45
EPV Iaboakoho	165	85	27	16	2	2	5	1	0	1	83	83	16	52
<b>Total Iaboakoho</b>	<b>245</b>	<b>121</b>	<b>35</b>	<b>19</b>	<b>3</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>163</b>	<b>163</b>	<b>26</b>	<b>97</b>
Total EPP/District	33 248	16 513	6 247	3 052	604	6 873	466	173	16	189	55	71	19	50
Total EPV/District	6 157	3 009	924	448	108	124	185	44	4	48	57	50	15	49
Total CEG Public/District	3 205	1 373	391	159	74	51	44	7	0			13	12	12
Total CEG Privé/District	2 109	1 056	170	73	53	40	38	5	0			53	8	7

*Source : MDAT, 2008*



Outre ce ratio élève-salle élevé, le nombre d'instituteurs est aussi insuffisant. Ce nombre est de 33 à Ifarantsa, contre 59 à Mahatalaky et 3 à laboakoho. Le nombre de la population, le nombre d'écoles existantes et le degré d'éloignement de la Commune par rapport au Chef lieu du District et de la Région sont les causes de cette variation d'effectifs du personnel enseignant.

Un maître d'école a en général plus de 50 élèves en charge dans les trois Communes. Dans les écoles privées ce ratio élèves maîtres est encore supérieur avec 1 instituteur pour 75 élèves. (Tableau 4) Ce déficit d'enseignants se répercute sur les résultats scolaires.

Pour l'année scolaire 2007 – 2008, Mahatalaky a compté 2 959 élèves inscrits, contre 1 740 à Ifarantsa et 245 à laboakoho. Ces différences entre le nombre des élèves inscrits par Commune est due à l'inégale répartition de la population par Commune (Tableau 4).

Dans les EPP et EPV, le nombre de fille et de garçon par classe est presque égal à celui d'Ifarantsa, même s'il connaît une légère variation au niveau de deux Communes littorales. Au niveau des CEG, le nombre de filles scolarisées baisse de plus en plus.

Le taux de redoublement dans les trois Communes est différent, il tourne autour de 25% à Ifarantsa et à Mahatalaky, et aux environs de 15% à laboakoho. Comparativement à au 18% de l'ensemble de la Région, ce taux de redoublement dans les deux premières Communes est plutôt élevé.

Il existe ainsi une différence entre la scolarisation des enfants dans les Communes intérieures et dans les Communes littorales de Taolagnaro. Le nombre moyen d'école, d'instituteur, et d'élève dans les Communes d'Ifarantsa et de Mahatalaky dépasse largement celui de l'ensemble du District. Toutefois ce nombre moyen est loin d'être atteint dans la Commune d'laboakoho.

## **Conclusion**

---

L'amélioration de l'éducation de base surtout en milieu rural, est un sujet pertinent car elle garantit la formation de nouveaux producteurs, d'une main d'œuvre plus qualifiée et de jeunes cadres pour le futur immédiat ou lointain. Cette amélioration est encore plus importante à Taolagnaro qui est actuellement en train de devenir une nouvelle porte de la grande île.

Le choix de la Commune Rurale d'Ifarantsa, un site à l'intérieur des terres et des Communes Rurales de Mahatalaky et d'Iaboakoho deux sites littoraux, nous a conduit à établir une étude comparative au niveau du District de Taolagnaro. Les résultats des travaux de recherche sont présentés dans la deuxième partie qui suit.

**Deuxième Partie :**  
**RESULTATS**  
**DES TRAVAUX DE RECHERCHE**

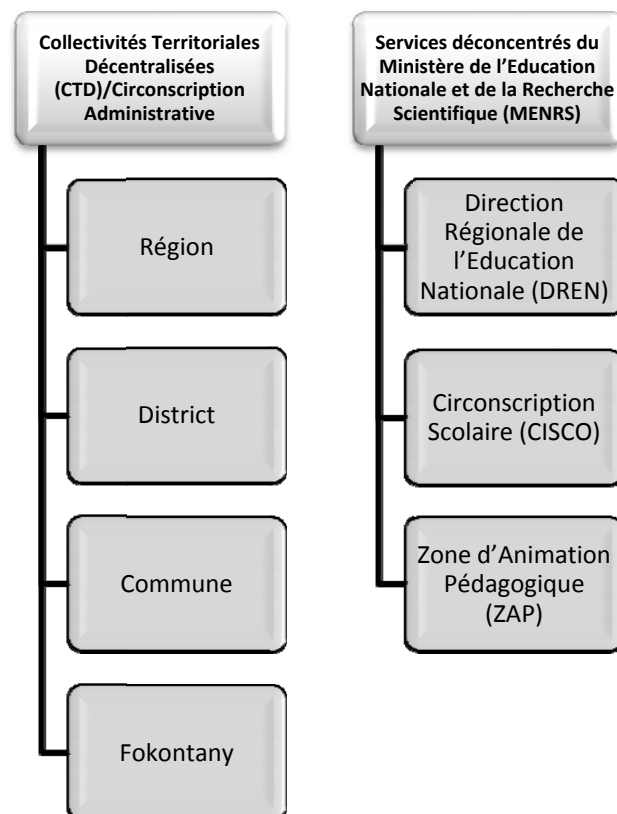
# Chapitre IV : Le PCDE : une planification incluant plusieurs acteurs

On entend par acteur<sup>14</sup>, toute personne ou groupe de personne qui prend une part déterminante dans la mise en œuvre du PCDE. Ainsi, dans ce chapitre, nous allons identifier les différents acteurs du PCDE et donner leurs caractéristiques sur le plan technique et financier.

## 1 Les acteurs du PCDE : L'Etat, les écoles, les acteurs non étatiques

Les acteurs étatiques sont composés par deux entités. D'une part, les autorités administratives œuvrant à différentes échelles du territoire, il s'agit du « Fokontany », de la Commune, du District et de la Région. Et d'autre part, les structures déconcentrées du MENRS, elles mêmes composées par la ZAP au niveau des Communes, de la Circonscription Scolaire (CISCO) au niveau du District, et de la DREN au niveau de la Région. (Figure 1)

Figure 1 : Les acteurs étatiques concernés par le PCDE



*Conception : Auteur, Mai 2009*

<sup>14</sup> Le petit Larousse Illustré 2007

A part les acteurs étatiques, les acteurs au niveau des écoles jouent aussi un rôle important dans la mise en œuvre du PCDE. Ils sont composés par les élèves, les instituteurs et les parents regroupés dans des associations dénommées FRAM et l'Union des FRAM (UFRAM).

Dans les trois Communes, il y a environ 5 000 élèves soit approximativement 1/5<sup>ème</sup> de la population totale pendant l'année scolaire 2007 - 2008. (Tableau 5)

Tableau 5 : Les acteurs au niveau des écoles

Lieu \ Acteurs	Elèves	Instituteurs	FRAM	UFRAM
Ifarantsa	1 740	33	11	1
Mahatalaky	2 959	59	18	1
laboakoho	245	3	2	1
Total	4 944	95	31	3

*Source : Auteur, Novembre 2008*

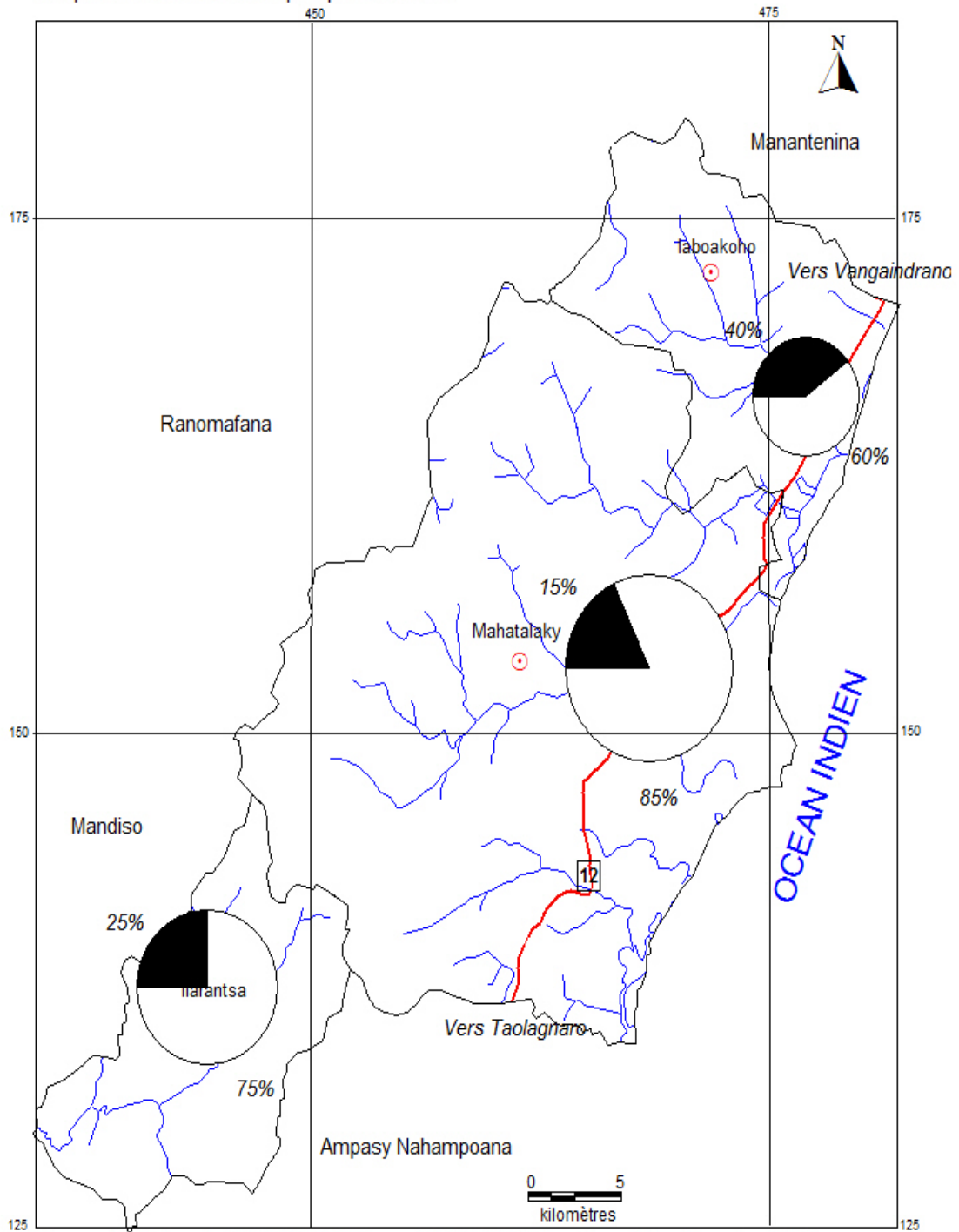
Les instituteurs passent en moyenne cinq heures par jour et cinq jours sur sept avec les élèves en école primaire. Par conséquent, ils jouent un rôle important dans l'encadrement et la sensibilisation des élèves pour les activités en dehors des cours. Il y a deux catégories d'instituteurs à savoir les fonctionnaires et les contractuels. Leur nombre varie d'une Commune à l'autre,

Chaque établissement public dispose d'une FRAM. La sensibilisation des parents, les travaux de construction, l'équipement de salles de classes, le paiement des salaires des instituteurs contractuels, telles sont les attributions de cette Association des parents d'élèves.

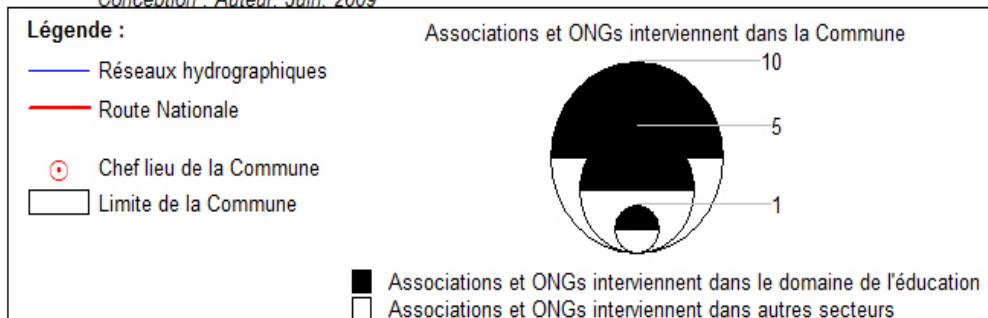
Etant donné que dans une Commune il peut y avoir plusieurs FRAM, et que les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) interviennent dans plusieurs Communes, les FRAM dans une Commune ont été regroupées au sein de l'UFRAM. Le but de ce regroupement est de faciliter le dialogue à travers la mise en place d'un seul interlocuteur des PTF par Commune (Tableau 5).

Plusieurs Associations et ONG travaillent également au niveau de chaque Commune. Leur nombre varie d'une Commune à l'autre, Ifarantsa en dispose 8, Mahatalaky 13, et laboakoho 5 (Croquis 3). Cependant, seulement quatre sur les quatorze recensés au niveau des trois Communes interviennent directement dans le domaine de l'éducation.

Croquis 3 : Acteurs non étatiques par Commune



Source : Fond de carte : FTM, 2002/CRD Anosy & PACT, 2005 - Données : Auteur, Novembre, 2008  
 Conception : Auteur, Juin, 2009



Trois Acteurs Non Etatiques œuvrent dans le volet construction et entretien des infrastructures scolaires. Il s'agit de l'Action pour la Communauté et Organisations Rurales dans le Sud (ACORDS), le Fonds d'Intervention pour le Développement (FID), et le Bureau International de Travail avec Microréalisation Locale à Haute Intensité de Main d'Oeuvre (BIT MRL HIMO).

Ces trois entités interviennent dans la construction et l'entretien des infrastructures scolaires. Aide et Action, travaille cependant dans la promotion de l'éducation de qualité pour tous : planification locale de l'éducation, renforcement de compétences du personnel travaillant dans le domaine de l'éducation, équipements pédagogiques, construction et entretien des infrastructures ...

Dix Acteurs Non Etatiques interviennent indirectement dans le domaine de l'éducation. Il s'agit du World Wildlife Fund (WWF), du QMM, de l'Action Santé et Organisation de Secours (ASOS), de l'ONG CARE International, de l'Office National de Nutrition (ONN), du Programme de Soutien pour le Développement Rural (PSDR), de l'Association FAFAFI, de l'Organisme Public de Coopération Inter-Communale (OPCI), des ONG Azafady et Entreprendre à Madagascar (EAM).

Ces divers organismes ne sont pas directement impliqués. La formation reçue actuellement par les élèves en histoire et géographie, en sciences de la vie et de la terre ... contribue toutefois à la pérennisation de leurs interventions dans le domaine du développement rural et de la protection de l'environnement.

La préoccupation des élèves est au cœur des activités de l'Etat, des écoles et des Associations et ONG. Toutefois, la méconnaissance de l'enjeu de cette éducation entrave la collaboration entre ces acteurs. C'est pourquoi la mise en place d'une structure qui les regrouperait apparaît nécessaire.

## **2 L'équipe « ZIVA » : une structure de regroupement des acteurs**

Dans le but de promouvoir l'éducation dans la Région Anosy, une grande partie des acteurs du PCDE se sont regroupés dans une équipe appelée « ZIVA ». Nous présentons ci-après la mission, la composition et les activités de cette structure de regroupement.

Une équipe est par définition un groupe de personnes travaillant à une même tâche ou unissant leurs efforts dans le même but. « Ziva »<sup>15</sup> est un mot « Betsileo » et « Antesaka », qui signifie littéralement : une profonde amitié entre un ou deux groupes de personnes.

---

<sup>15</sup> « Betsileo & Antesaka : fifankatiavana lalim-paka izay ifampitondrana toy ny mpihavana mifaningotra aina mihitsy, ary mifanomba sy mifanozona nefa tsy manova velively ny fifankatiavana izany fa toa vao mainka aza toy ny feta manamafy orina azy » (Akademia Malagasy, 2005)

Cette équipe créée au mois d'avril 2008 a pour mission de renforcer les compétences des acteurs du secteur éducation en matière de conception et de mise en œuvre de Planification Locale de l'Education (PLE) conformément aux différents référentiels de développement. L'approche utilisée fut le processus de Recherche et Action<sup>16</sup> (Figure 2).

L'équipe ZIVA est composée de douze membres dont neuf hommes et trois femmes. Ces membres sont tous des acteurs dans la Région à savoir les trois maires d'Ifarantsa, de Mahatalaky et d'Iaboakoho, un responsable de la DREN Anosy, un représentant de Aide et Action Androy et cinq personnes travaillant dans les Organismes œuvrant dans le domaine de l'éducation tels que Aide et Action, BIT MRL HIMO, ACORDS ainsi que deux autres personnes de l'UGP/FORMGED en tant qu'organisme spécialisé en renforcement de compétences.

Le rapport sur la PLE, avec un contenu et une forme beaucoup plus technique, est destiné à tout organisme intervenant dans le domaine de l'éducation. Le guide, avec un fond et une forme beaucoup plus communicative est élaboré particulièrement pour les Maires. Ces documents ont été attendus pour distribution officielle dans la Région Anosy au mois de février 2009 à l'occasion de la célébration de la journée des écoles. Des séances de présentation des résultats dans d'autres Régions sont prévues.

### **3 L'équipe ZIVA : un financement multi-bailleurs**

Etant donné que la mise en place d'une structure et d'un programme de travail annuel demande un financement, abordons maintenant les sources de financement, le volume du budget et la répartition du budget de l'équipe ZIVA.

Le travail de recherche – action a été cofinancé par l'UGP/FORMGED<sup>17</sup> – ICRA et l'Association Aide et Action. Ce financement exclut la charge de personnel ou de personnes qualifiées mobilisées à l'initiative de chaque entité dans le cadre de réalisation de l'action. En d'autres termes, les charges suivantes ne sont pas prises en compte dans ce budget : les frais inhérents à la rémunération, la sécurité sociale tels que les frais médicaux et les frais d'assurance, la prise en charge des indemnités de séjour et d'hébergement en cas de mission ainsi que les frais de transport vers la Région d'intervention.

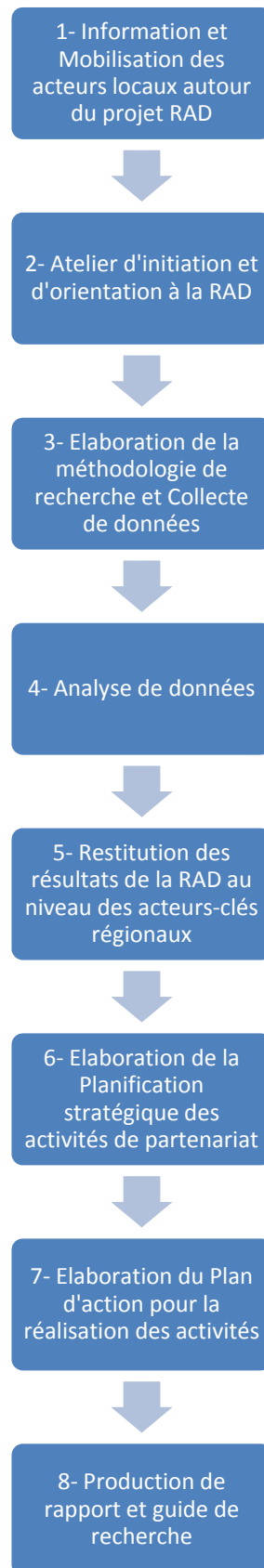
---

<sup>16</sup> Recherche et Action<sup>16</sup> déclare expressément que les participants doivent être non seulement des partenaires dans les recherches, mais qu'ils doivent aussi s'en approprier. La Recherche Action in <http://fr.wikipedia.org>

<sup>17</sup> Un financement de l'Union Européenne et de l'Etat Malagasy



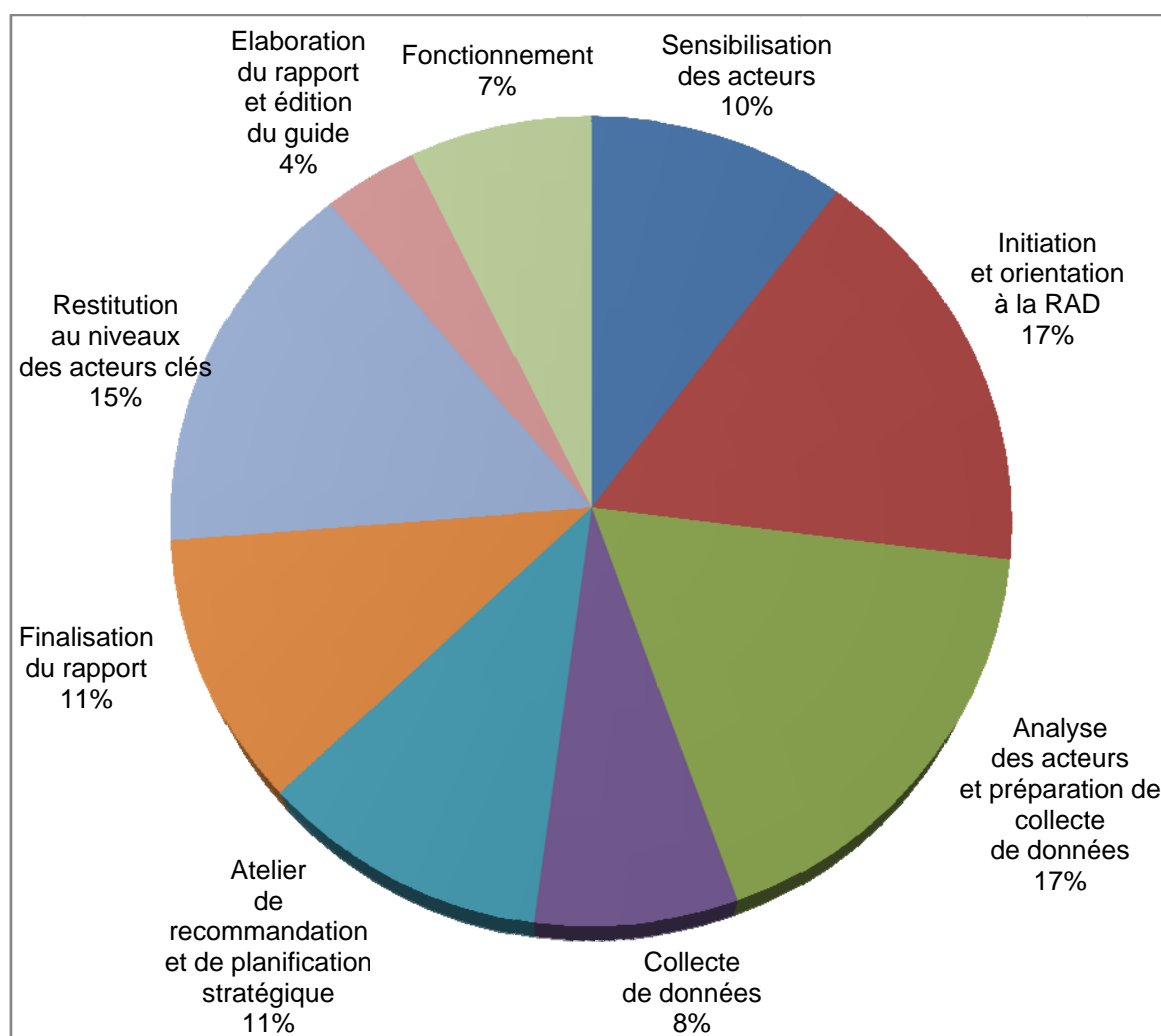
Figure 2 : La Recherche – Action pour le Développement (RAD) : un modèle d'activités technique de l'équipe ZIVA



*Conception : Auteur, Mai 2009*

Ainsi, pour l'année 2008, le volume total du budget de travail annuel de l'Equipe ZIVA s'élève à 5 000 Euros soit près de 12 500 000 Ariary, dont 75% sont octroyés par l'UGP/FORMGED – ICRA et 25% assurés par l'Association Aide et Action. Cette part de l'UGP/FOMRGED – ICRA couvre l'atelier d'initiation et d'orientation à la RAD, l'élaboration de la Planification Stratégique et du Plan d'Action opérationnel des activités, tandis que la part d'Aide et Action couvre l'information et la mobilisation des acteurs locaux et la restitution des résultats au niveau des acteurs clés. L'élaboration de la méthodologie, la collecte et l'analyse des données ainsi que la présentation des résultats de recherche sont assurés conjointement par ces deux organismes (Figure 3).

Figure 3 : Répartition du budget de l'Equipe ZIVA



*Conception : Auteur, Novembre 2008*

Ce volume budgétaire total a été réparti en fonction des activités à réaliser (Figure 3). La répartition peut être regroupée en trois catégories par rapport au pourcentage du volume total : moins de 10%, 10 à 15% plus de 15%.

La première catégorie comprend le fonctionnement de l'équipe, la collecte de données ainsi que l'élaboration et l'édition du rapport et du guide. Cette dépense est relativement moins élevée car une grande partie des moyens de réalisation de ces activités est déjà fournie par Aide et Action tels que le local, les matériels informatiques et les moyens de déplacement à l'intérieur de la Région.

La seconde catégorie porte sur la sensibilisation des acteurs, l'atelier de recommandation et de planification stratégique, la restitution au niveau des acteurs – clés, ainsi que la finalisation du rapport et du guide. La contribution aux frais de séjour et des transport des participants non résidents au lieu de l'atelier, la fourniture de supports et de matériels pédagogiques ainsi que la prise en charge de déjeuners en commun des participants ou des pauses café pendant la session expliquent le volume de cette rubrique (Photo 4).

Photo 4 : Atelier de restitution des produits de Recherche Action avec les acteurs à Taolagnaro



*Cliché : Auteur, Novembre 2008*

La troisième catégorie inclut les activités d'initiation et d'orientation à la RAD ainsi que l'analyse des acteurs et la préparation des collectes de données. Il en est de même pour la seconde catégorie. La différence résulte du nombre de personnes à prendre en charge et du nombre de jours d'ateliers.

La mise en place d'une structure de regroupement demande la bonne volonté de chaque acteur concerné. Le financement des activités peut être supporté par les partenaires techniques et financiers membres de la structure. Ceux qui n'apportent pas de financement direct peuvent contribuer sous d'autres formes telles que la mobilisation de moyens matériels ou des compétences techniques. Tel en est le cas des acteurs concernés par les PCDE mais qu'en est-il de la communication autour de ces plans ?

## Chapitre V : Une multitude de moyens pour l'amélioration de la communication autour du PCDE

La communication est par définition le fait d'établir une relation avec autrui. Ainsi dans ce chapitre, nous examinerons les différents moyens de communication existant au niveau de la zone d'étude. Ils sont composés de la communication audio visuelle, orale, et écrite. Le tableau 6 montre les différentes sortes de moyens de communication existantes par Commune :

Tableau 6 : Les moyens de communications existant par Commune

Commune Moyens de communication	Ifarantsa	Mahatalaky	laboakoho
1- Communication audio-visuelle			
Station Radio captée	5	4	4
Salle vidéo	10	10	5
Ciné-mobile	1/an	1/an	1/an
2- Communication orale			
Réunion de « fokonolona »	2/an	2/an	2/an
Porte à porte	2/an	2/an	2/an
Réseau Téléphonique	2	1	1
Marché	1	1	1
Eglise	3	3	2
3- Communication écrite			
Panneaux d'affichages	9	16	4
Envoi de courrier	2/an	2/an	2/an

*Source : Auteur, Novembre 2008*

En général, les moyens de communication habituels en milieu urbain se retrouvent dans les trois Communes, mis à part la télévision, l'internet et les journaux écrits. Cependant, le degré de développement et d'exploitation de ces moyens est variable.

## **1 Une communication audio-visuelle naissante**

Au niveau de la communication audio-visuelle, deux sortes de moyens de communication ont été identifiées. Il s'agit de la radio et de la vidéo.

Cinq stations radios peuvent être captées au niveau des trois Communes (Tableau 6). Il s'agit de la radio Fanjiry, le FM 90, la Radio Don Bosco, la Kaleta Radio et l'ancienne station Malagasy Broadcasting System (MBS)<sup>18</sup>, qui sont des stations radios diffusées à partir de Taolagnaro. Les deux premières stations appartiennent à des privés, la troisième appartient à l'église catholique, la quatrième appartient à un opérateur économique connu dans la Région, et la dernière appartient au groupe TIKO.

D'autres stations peuvent aussi être captées mais elles ne couvrent pas l'ensemble des trois Communes. C'est le cas de Mahatalaky avec la radio Lafa et laboakoho avec la Radio Lovasoa qui sont des stations radios émanant des Communes voisines : Ranomafana et Manantenina.

La radio FM 90 et la radio Fanjiry sont les radios les plus perçues par la population, grâce à leurs émissions composées fortement de dédicaces, de variétés et de publicité. Le pic de l'écoute se trouve dans la soirée entre 18 et 19 h 30 au moment où chacun a déjà fini l'école et les travaux et que se prépare le repas du soir. L'envoi d'une dédicace coûte 200 Ariary, tandis que l'annonce s'élève à 2 000 Ariary.

Outre les émissions de sensibilisation sur la protection de l'environnement et de l'amélioration de l'état sanitaire ainsi que les journaux parlés, seule l'ancienne station MBS diffuse une émission spéciale sur l'éducation. Il s'agit d'une émission hebdomadaire chaque mercredi après midi. Elle consiste à inviter et à faire parler en direct des élèves dans le District de Taolagnaro.

Quelques problèmes se posent dans la réception de ces stations radio. Certains foyers ne disposent pas de postes radios, d'autres en ont mais n'arrivent pas à acheter régulièrement des batteries. Celles-ci sont épuisées au bout de deux jours d'utilisation. D'autres foyers possèdent des postes radio mais ne suivent pas en totalité les émissions diffusées sur les ondes radiophoniques. La sensibilisation du PCDE par voie radio devrait par conséquent prendre en compte tous ces facteurs pour que la communication soit efficace.

La projection de films télévisés n'est pas encore très développée en milieu rural de Taolagnaro à cause de la difficulté au niveau de la transmission et de la réception des ondes télévisées. Cependant la population a l'opportunité de regarder des films à travers les projections vidéo et les cinés mobiles (Tableau 6).

---

<sup>18</sup> Incendié au mois de janvier 2009 pendant les manifestations politiques et n'existe plus actuellement

Dix salles de projection de vidéos ont été inventoriées à Ifarantsa et à Mahatalaky contre cinq à laboakoho. Les prix d'entrée aux séances sont de 100 Ariary pour les enfants de moins de 14 ans et de 200 Ariary pour les jeunes et adultes. (Photo 5)

Photo 5 : Une case de projection de vidéo



*Cliché : Auteur, Novembre 2008*

Ce sont les enfants et les jeunes gens qui sont les plus attirés par les projections de films vidéo, surtout pendant les jours de marché et les week-ends. Les films du genre commando, karaté, ainsi que les films « gasy » des productions nationales, sont les plus programmés. La projection de clips avant et après les films intéressent aussi beaucoup ces publics cibles.

Chaque Fokontany d'Ifarantsa dispose de salles de projection vidéo, tandis que tous les Fokontany de Mahatalaky et d'laboakoho n'en possèdent pas. Notamment ceux qui sont éloignés du Chef lieu de la Commune. La projection dépend de la disponibilité de carburant pour le groupe électrogène.

Le passage du ciné mobile dans les Communes est apprécié par la population. Et cela même dans les endroits les plus reculés de Madagascar. L'amélioration de l'état sanitaire de la population, la pratique de la méthode de planification familiale et utilisation des moustiquaires sont les principaux thèmes développés. Si tel est le cas de la communication audio-visuelle, voyons à présent le cas de la communication orale.

## **2 La communication orale : le moyen le plus développé en milieu rural**

A part l'utilisation de la communication audio-visuelle, la communication orale tient aussi un rôle important dans la société à Taolagnaro. Cinq types de communication orale ont été identifiés au niveau des trois zones d'étude. Il s'agit de la réunion de « fokonolona », le porte à porte, le téléphone, le marché, l'église et les différents événements.

Comme habituellement dans tous les « Fokontany », des réunions de « fokonolona » ou citoyens se tiennent aussi dans les Communes Rurales d'Ifarantsa, Mahatalaky et laboakoho. C'est la forme la plus courante de collecte et de transmission des informations (Tableau 6). Le chef « Fokontany » utilise un sifflet connu localement sous le terme de « koika » ou « antso » pour convoquer les citoyens résidents de plus de 18 ans. Il envoie toutefois des convocations écrites pour les personnes plus éloignées.

Le porte à porte est une autre manière de procéder (Tableau 6). C'est surtout utilisé pour transmettre les mauvaises nouvelles telles que l'annonce de maladie et de décès. Le chef « Fokontany » dépêche des messagers pour informer les gens au niveau de chaque hameau.

Avec le développement des NTIC, de nombreuses localités en milieu rural de Taolagnaro sont désormais desservies par le réseau de téléphonie mobile Orange et Zain (Tableau 6). C'est ainsi que l'utilisation du téléphone fait aussi partie des moyens de communication orale le plus efficace et le plus rapide dans ces endroits. Toutefois, le prix et l'éloignement des points de vente des recharges ralentissent l'utilisation des téléphones portables.

Chaque jour de marché (Tableau 6), beaucoup de gens viennent au chef lieu de la Commune pour vendre ou acheter de produits alimentaires, des effets vestimentaires, ainsi que des intrants agricoles. Les jours de marché leur sont aussi une excellente occasion d'échanges.

L'église constitue un moyen de communication identifié. Lors des cultes de dimanche, la personne chargée de transmettre un message demande un temps d'intervention aux chefs religieux. Les informations peuvent ainsi circuler à travers les fidèles.

Enfin, chaque cérémonie ou événement tel que inauguration d'infrastructures sociales : construction d'écoles ou des Centres de Santé de Base (CSB), ainsi que les festivités particulières comme la journée des écoles, la fête nationale constituent aussi une occasion pour les autorités de transmettre des informations à la population locale à travers les « kabary » ou discours.



Le recours à ces différents types de communication orale, déjà courants s'avère une opportunité pour transmettre des messages relatifs à l'éducation. La plupart de ces moyens sont accessibles et disponibles au dialogue autour du sujet.

### **3 Une communication écrite plutôt restreinte**

A part la communication audio-visuelle, la communication orale, les Communes en milieu rural de Taolagnaro ont aussi recourt à la communication écrite à travers les affiches ou affichettes ainsi que les correspondances.

Chaque « Fokontany » des trois Communes Rurales d'Ifarantsa, Mahatalaky et laboakoho dispose de panneaux d'affichages (Tableau 6/Photo 6). Les affiches illustrées attirent beaucoup plus la population. Les affiches en relation avec la protection de l'environnement telles que la célébration de la journée mondiale de l'environnement y sont notamment apposées.

Photo 6 : Un panneau d'affichage



*Cliché : Equipe ZIVA, Mai 2008*

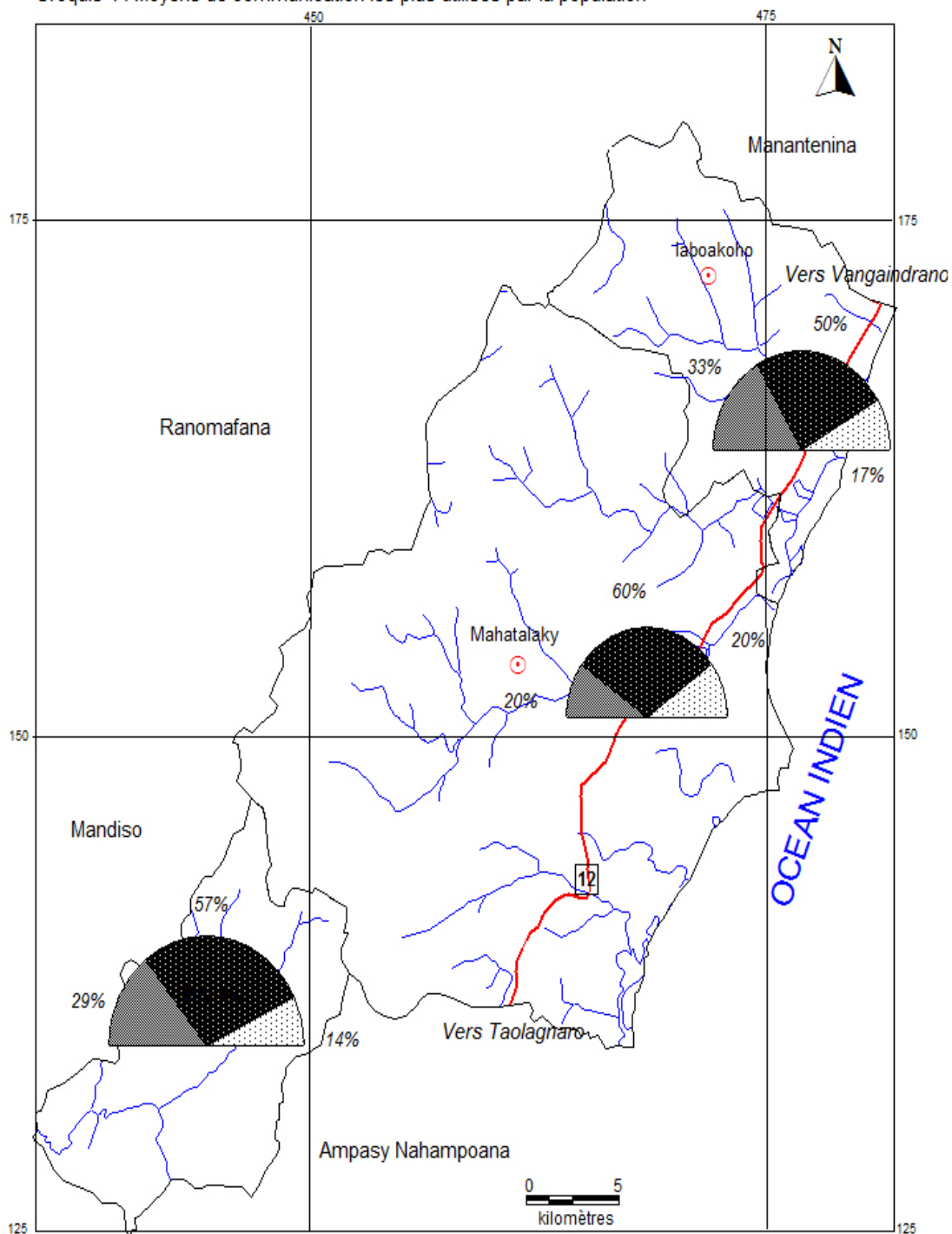
Le problème pour l'utilisation des affiches réside dans la grande proportion d'analphabètes. D'autres personnes mal intentionnées peuvent être amenées à les déchirer parfois. Ce qui abaisse la portée de ce moyen de communication qui semble cependant le plus utilisé par différents organismes de développement.

L'envoi de courrier est utilisé surtout quand il s'agit de correspondances administratives telles que les invitations à des réunions ou à des ateliers (Tableau 6). La transmission de courrier est assurée par les fonctionnaires locaux ou les autorités comme le Maire, le délégué d'arrondissement, le Chef ZAP, le Conseiller en Développement Rural ...

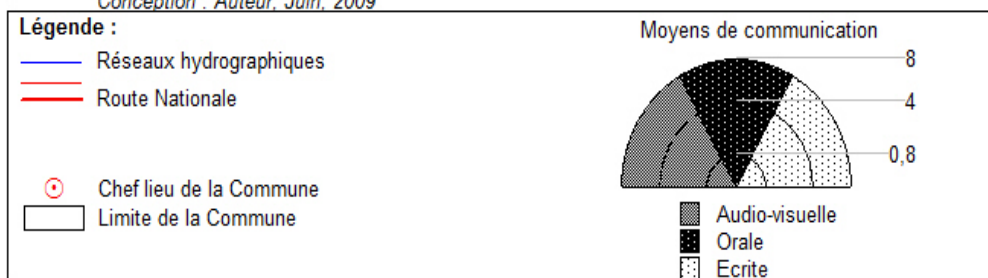
La communication écrite est destinée aux personnes qui savent lire et écrire, sinon Toutefois elle peut être utilisée dans le cas où une personne apte transmet aux autres personnes illettrées le contenu du message.

En définitive, les Communes Rurales d'Ifarantsa, de Mahatalaky et d'Iaboakoho disposent de plusieurs moyens de communication, dont certains sont typiquement ruraux et d'autres plus modernes. La sensibilisation de l'ensemble de la population sur la mise en œuvre du PCDE devrait pouvoir en profiter. Cependant, la stratégie de communication devrait bien choisir les canaux de transmission appropriés pour atteindre les publics cibles (Croquis 4). La mobilisation générale des acteurs dépend en effet de l'efficacité de cette communication sociale. Ainsi, étudions la disponibilité des ressources dans la mise en œuvre des PCDE.

Croquis 4 : Moyens de communication les plus utilisés par la population



Source : Fond de carte : FTM, 2002/CRD Anosy & PACT, 2005 - Données : Auteur, Novembre, 2008  
 Conception : Auteur, Juin, 2009



## Chapitre VI : Diverses mises à contribution pour le PCDE

---

Dans ce chapitre, seront traités les différents moyens nécessaires pour la mise en œuvre du PCDE, les moyens disponibles dans les trois Communes concernées et les moyens à rechercher en vue de combler les déficits.

### 1 Une vingtaine de types d'activités à réaliser par Commune

Les moyens requis dépendent des activités à réaliser. Plus de vingt types d'activités ont été identifiés au niveau de chaque PCDE. Toutefois, le nombre d'activités varie d'une Commune à l'autre. Ces activités se rapportent aux élèves, aux instituteurs, aux parents, aux personnes non scolarisées et à la Commune (Tableau 7).

Tableau 7 : Types d'activités à réaliser par Commune dans le cadre du PCDE

Types d'Activités \ Commune	Ifarantsa		Mahatalaky		laboakoho	
	Nombre	en %	Nombre	en %	Nombre	en %
Elèves	6	22,22	11	52,38	6	23,08
Instituteurs	3	11,11	1	4,76	4	15,38
Parents	4	14,81	4	19,05	3	11,54
Personnes non scolarisées	10	37,04	5	23,81	10	38,46
Commune	4	14,81			3	11,54
<b>Total</b>	<b>27</b>	<b>100,00</b>	<b>21</b>	<b>100,00</b>	<b>26</b>	<b>100,00</b>

*Source : Auteur, Novembre 2008*

D'après ce tableau, au niveau des élèves, quatre types d'activités ont été identifiés à savoir l'entretien des infrastructures existantes, la construction de nouvelles infrastructures, leur équipement et la sensibilisation des élèves.

La construction et l'entretien concernent les salles de classes et les dépendances telles que la bibliothèque, la cantine et la pharmacie scolaire, le point d'eau, les latrines, les terrains de sports, la clôture et les jardins scolaires.

L'équipement comprend les mobiliers et la fourniture de matériels didactiques ou sportifs : tableaux noirs, règles, livres, et cartes, des mobiliers de classes : tables de maîtres et chaises, tables bancs des élèves, armoires et étagères, ballons, filets, maillots.

La sensibilisation des élèves porte sur l'octroi d'actes de naissance, la lutte contre l'abandon scolaire ainsi que la promotion de l'hygiène et de la santé (Tableau 7).

Au niveau des instituteurs, les activités concernent à la fois en renforcement en nombre et en qualité. Il s'agit de recruter de nouveaux instituteurs payés par la FRAM à intégrer par la suite dans le MENRS selon la disponibilité de postes budgétaires. Le renforcement de compétences vise l'amélioration du contenu et la mise en œuvre de programme scolaire.

Les activités des parents portent sur la structuration telle que la mise en place des FRAM et UFRAM, ainsi que le renforcement de capacité. La visite d'échange inter FRAM/UFRAM des Communes figure parmi les activités à mener pendant les sessions de formation.

Les activités des personnes non scolarisées consistent à mettre en place des centres d'activités spécialisées. Les jeunes, les femmes, les personnes handicapées, les personnes illettrées constituent les bénéficiaires de ces centres spécialisés. Le recensement, la mise en place d'Associations formelles, l'identification de besoins, la construction, l'équipement et la formation composent ces activités.

Les activités des Communes concernent l'élaboration de la charte éducative et le renforcement de compétences du personnel de la Commune. Ainsi, ces activités sont constituées par l'organisation d'un atelier, les visites inter communales, ainsi que la connaissance des différents textes qui régissent l'administration communale.

Toute activité de construction nécessite des terrains, des matériaux de construction, des entreprises qualifiées et du financement.

Les activités d'équipement demandent du financement. Les travaux d'entretien requièrent des personnels et un minimum de matériels de réparation. Les activités de renforcement de compétences et de sensibilisation font appel à des formateurs qualifiés, des matériels pédagogiques appropriés ainsi qu'un financement. Par rapport aux activités inscrites aux PCDE, indiquons quelles sont les ressources disponibles au niveau des Communes ?

## **2 Des ressources locales en priorité**

Les ressources de la Commune peuvent être classées en trois catégories : les ressources humaines, les ressources matérielles et les ressources financières.

En termes de ressources humaines, le MENRS met à la disposition de chaque Commune plusieurs personnels tels que les instituteurs, les chefs ZAP, les personnels techniques au niveau de la DREN. Le paiement des salaires et de différentes charges sociales telles que la couverture médicale, la caisse retraite, ... de ces personnels est déjà assurée par le Ministère de tutelle.

L'existence de l'équipe ZIVA fait aussi partie des ressources humaines appréciables au niveau de ces Communes. Cette équipe regroupant tous les acteurs concernés par le secteur éducation dans la Région Anosy dispose des compétences en matière de conception et de mise en œuvre de la planification locale de l'éducation.

Certains élèves des écoles peuvent aussi être mobilisés pour effectuer de menus travaux d'entretien régulier tels que les travaux de ménages et des travaux d'entretiens ponctuels tels que la mini réparation de toitures, la repeinte de murs, la réfection de clôtures et la réparation des tables et des chaises ...

Les instituteurs font aussi partie des ressources humaines qui peuvent être mises à contribution dans la réalisation du PCDE. La sensibilisation et la mobilisation des élèves dans la réalisation de ces tâches d'entretiens périodiques ou ponctuels ne peuvent pas être effectuées sans l'encadrement des instituteurs.

Quant aux ressources matérielles, le MENRS à travers ses structures au niveau de Région, District et Commune offre aussi depuis 2006 des ressources matérielles dans le cadre de la réalisation du programme EPT. Les kits pour les chefs ZAP sont composés de bicyclette, de machine à écrire et de cartables avec des fournitures de bureau, tandis que les kits enseignants et les kits scolaires comportent respectivement de cartables avec des matériels didactiques et des fournitures scolaires.

Les trois Communes disposent également des matériaux de construction. Il existe déjà une organisation locale constituée lors de la réalisation des ouvrages communautaires tels que la construction des écoles, des CSB ou des puits. Chaque homme et femme de plus de 18 ans fournit respectivement des moellons et du sable et chaque foyer offre du bois de construction selon la quantité de matériaux nécessaires à la réalisation.

La Commune et le Fokontany en tant que représentant de l'Etat au niveau local sont les responsables d'utilisation des terrains domaniaux. Toute activité de construction nécessitant l'acquisition de terrains comme la construction d'écoles, de puits, de CSB II ... relève de la compétence de la Commune et du Fokontany. D'autres partenaires techniques et financiers peuvent offrir aussi des matériels tels que des ordinateurs, des groupes électrogènes et divers mobiliers à la Commune.

L'existence de plusieurs moyens de communication dans les zones d'études permet aussi de développer la communication autour du PCDE. Ainsi, la sensibilisation générale de

la population devrait pouvoir être effectuée à travers la production de clips, la réalisation d'émissions radiophoniques, la projection de films, l'organisation de jeu par Short Message System (SMS) avec les opérateurs téléphoniques ...

En ce qui concerne les ressources financières, le premier partenaire technique et financier de la Commune reste l'Etat. Le paiement des apports bénéficiaires de la Commune, environ de 1 000 000 Ariary par projet est parfois amputé dans les subventions octroyées par l'Etat aux Communes et aux recettes fiscales rendues par les collecteurs de produits agricoles et de langoustes.

Le MENRS à travers la DREN et les chefs ZAP inclut notamment dans son budget annuel les dépenses relatives à la réalisation des activités. Ainsi, mis à part le budget de fonctionnement de ces services, les frais et les indemnités de déplacement de ces personnels aux Communes sont déjà prévus au budget.

Les FRAM et UFRAM constituent également des ressources humaines potentielles au niveau des Communes. La réalisation des tâches requérant du financement nécessitent l'intervention de ces Associations telles que le paiement des salaires des instituteurs non fonctionnaires, la recherche de moyens pour la construction et l'équipement des salles de classes.

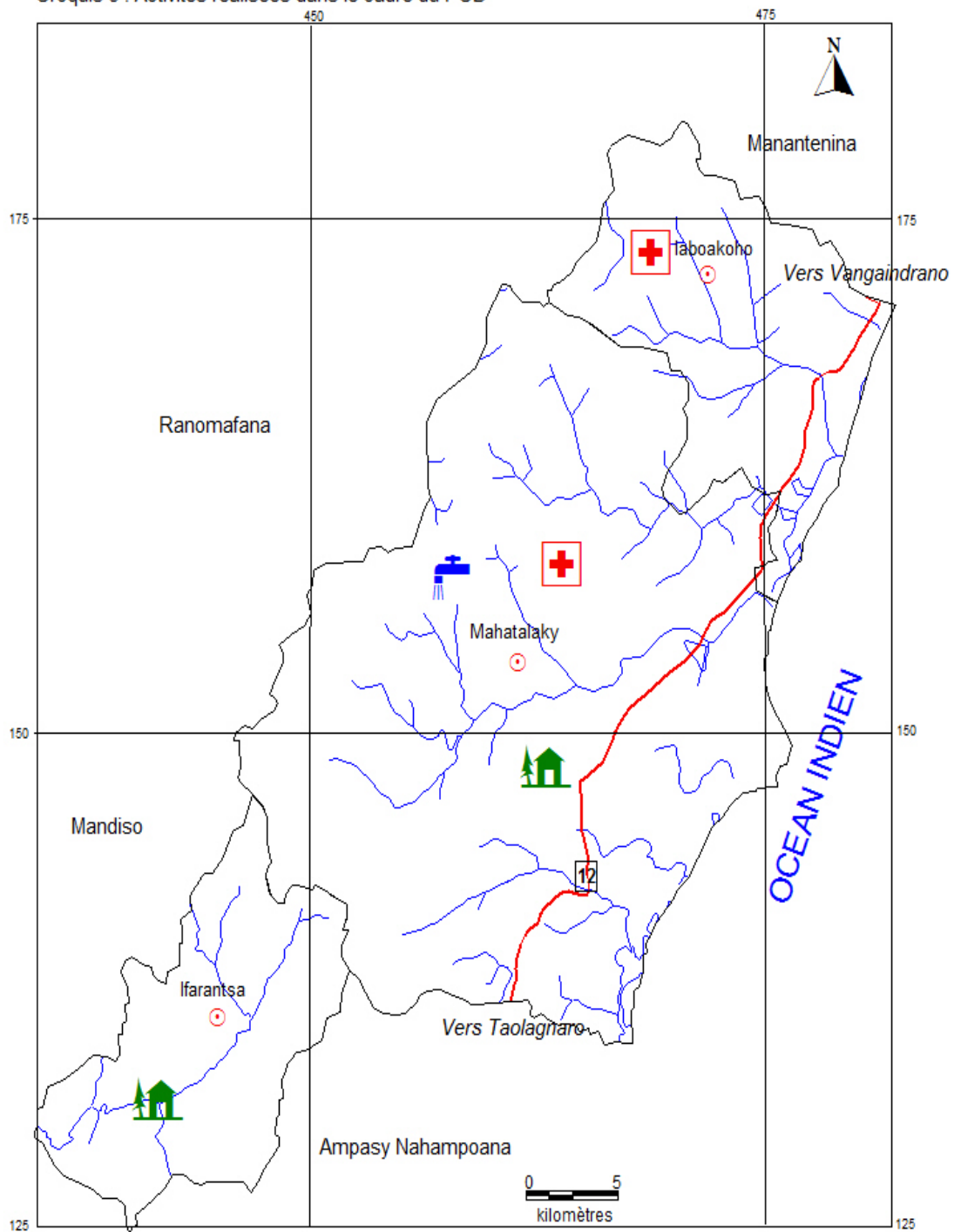
Les acteurs non étatiques qui interviennent dans la Commune participent aussi activement dans la promotion de l'éducation. C'est le cas du Fonds Communal de Développement de l'Education (FCDE), initié par Aide et Action et réservé pour le développement de l'Education au sein de la Région.

Le programme ACORDS, FID, BIT MRL HIMO appuient les Communes dans la construction des infrastructures sociales et économiques. L'apport de 10% demandé par ces organismes est payé soit sous forme d'argent à prélever dans le budget communal, soit sous forme de matériaux, ou de services fournis par la population.







Les autres firmes et associations telles que la QMM, le WWF, ... concourent aussi au financement des activités dans le cadre du PCDE. Leurs contributions sont focalisées dans leur domaine d'intervention comme la sensibilisation des élèves sur la protection de l'environnement à travers des visites des Parcs Nationaux, la projection de films, ...

Grâce à la mobilisation de ces ressources communales, plusieurs ouvrages ont pu être réalisés dans ces Communes depuis le mandat des maires actuellement en place. C'est le cas de la construction des écoles dans la Commune d'Ifarantsa, la construction de salles de classes avec le programme ACORDS, l'adduction d'eau potable avec l'ONG Azafady et la réhabilitation de CSB II à Mahatalaky, ainsi que la construction de CSB II à Iaboakoho (Croquis 5).

Croquis 5 : Activités réalisées dans le cadre du PCD



Source : Fond de carte : FTM, 2002/CRD Anosy & PACT, 2005 - Données : Auteur, Novembre, 2008  
 Conception : Auteur, Juin, 2009

Légende :			
	Réseaux hydrographiques		Ecole Primaire Publique (EPP)
	Route Nationale		Adduction d'Eau Potable (AEP)
	Chef lieu de Commune		Centre de Santé de Base (CSB)
	Limite de la Commune		



L'intervention du programme PIC dans la Région Anosy est également une opportunité pour le développement des Communes Rurales d'Ifarantsa, Mahatalaky et laboakoho non seulement dans le secteur éducation mais aussi dans le domaine du développement en général. (Photo 7)

Photo 7 : Une route et un hall d'information rénovés récemment à Taolagnaro grâce à l'appui du programme PIC



*Cliché : Auteur, Septembre 2008*

Etant donné que les moyens disponibles dans les Communes n'arrivent pas à couvrir le coût des activités prévues, il faudrait encore rechercher des moyens complémentaires. Quels sont-ils ?

### **3 Des moyens complémentaires encore à rechercher**

Compte tenu de l'écart entre les moyens nécessaires à la mise en œuvre du PCDE et les moyens disponibles au niveau des Communes, d'autres moyens s'avèrent à rechercher. Ces moyens sont composés des moyens humains, matériels ainsi que financiers.

Certes, les Communes disposent déjà de ressources humaines importantes, toutefois la mise en œuvre des PCDE nécessitent encore un pool de compétence non négligeable.

Ces Communes ont d'abord besoin d'une compétence en matière de Bâtiments et de Travaux Publics. La caractéristique du sol qui est à majeure partie sableux et la position des

Communes sous le souffle permanent de l'Alizé, ainsi que les aléas de passages cycloniques demandent beaucoup d'attention dans la maîtrise d'ouvrage locale. Ainsi, est-il préférable de recourir à des entreprises qui disposent d'Ingénieurs et de Techniciens ainsi que d'ouvriers assez ou plutôt expérimentés en matière de construction d'infrastructures sur le littoral Est de Madagascar.

Par ailleurs, les activités de structuration et de renforcement de compétences des FRAM/UFRAM, des jeunes, des femmes, des personnes handicapées et des instituteurs nécessitent aussi l'intervention de pools de formateurs qui disposent déjà d'une expérience en matière de renforcement de compétences dans la Région Anosy. La compréhension du dialecte local, la disparité du niveau d'étude, la connaissance des différents us et coutumes de la population et surtout la compréhension des réalités locales devraient être maîtrisées par les formateurs qui veulent intervenir dans la Région.

L'existence des moyens humains hautement qualifiés, avec les ressources matérielles locales telles que les matériaux de construction ainsi que les différents moyens matériels octroyés par les partenaires techniques et financiers n'est pas suffisante. Il faudrait aussi d'autres matériels adéquats.

Ainsi pour les activités de construction, des matériaux de construction anticyclonique tels que les parpaings, les tôles, les teintures, ... devraient être employés. Toutefois ces matériaux n'existent pas dans la Région. Par conséquent il faudrait les importer soit par bateaux à partir de Toamasina, la capitale économique, soit sur route à partir d'Antananarivo, la capitale administrative de Madagascar.

Pour les activités de renforcement de compétences, les matériels didactiques tels que les vidéo projecteurs, les ordinateurs, les tableaux mous, les cartonnets, les épingles pour tableau mous, les markers, les flips charts, les masking tep ... n'existent pas sur place, et coûtent cher dans le Chef lieu de la Région.

Le coût de transport et les difficultés de la vie à Taolagnaro rendent élevés les frais de prestation des entreprises de construction et des pools de formateurs en provenance d'Antananarivo voire de l'étranger. Le coût de transport peut être expliqué par l'éloignement de la Région par rapport à la capitale, tandis que les hausses de prix font suite à l'implantation de la firme internationale QMM à Taolagnaro.

Compte tenu de l'importance des activités de construction et de renforcement de compétences à réaliser dans chaque Commune, la recherche de financement s'avère importante.

Un effort devrait être consenti en matière de levée de fonds au niveau des acteurs communaux, Vu la difficulté en matière de paiement de cotisations en espèces, la Commune devrait effectuer des activités de levée de fonds telles que la projection de cinéma, l'organisation de spectacles, l'organisation d'un tournoi sportif, l'organisation d'un bal de jeunes ....

L'implantation de QMM dans la Région devrait être mise à profit par les Communes environnantes. Le partenariat avec cette firme internationale peut aboutir à des activités de construction et de renforcement de compétences. D'ailleurs, les Communes Rurales de Mahatalaky et d'laboakoho sont comprises dans les champs d'exploitation d'ilménite de cette entreprise.

Les Communes devraient saisir également l'opportunité offerte par différents partenaires techniques et financiers qui interviennent à Madagascar au niveau national et international. Ainsi, les Communes devraient maîtriser les appels à projet et s'y connaître en montage de dossier à soumettre, la demande de financement auprès d'organismes bilatéraux ou multilatéraux.

## **Conclusion**

---

Dans cette seconde partie, nous avons présenté différents résultats de recherche sur les acteurs qui interviennent dans le domaine de l'éducation, le modèle d'harmonisation des interventions de ces acteurs, les différentes sortes de moyens de communication existantes dans la Commune, ainsi que les différents moyens de mise en œuvre du PCDE.

La connaissance de ces informations est une contribution à la mise en œuvre du PCDE dans les trois Communes d'intervention. L'amélioration de l'éducation de base est importante aux différents niveaux : local, régional, national voire international dans la mesure où le réservoir d'intellectuels, d'agriculteurs et d'ouvriers de demain repose sur l'éducation primaire d'aujourd'hui.

L'éducation primaire est préalable avant toute autre formation, que ce soit dans l'enseignement général, ou dans l'enseignement professionnel et technique. Face à l'enjeu de la création d'un port à usage multiple en eau profonde à Ehoala, la population dans la Région de Taolagnaro doit désormais mieux se préparer.

# **DISCUSSION ET CONCLUSION**

Il existe trois groupes d'acteurs dans les Communes Rurales d'Ifarantsa, Mahatalaky et laboakoho : l'Etat, les écoles et les Associations et ONGs. L'éducation n'est pas seulement du ressort de l'Etat et des Ecoles. L'éducation inculquée aux élèves contribue à la pérennisation de toutes les activités réalisées dans la Commune. L'Etat et les Associations et ONGs sont regroupés dans une équipe de recherche action dénommée ZIVA, laquelle est constituée en grande partie par des ressortissants locaux. L'existence d'une telle structure évite le cloisonnement des acteurs dans la réalisation de leurs activités. Tous les acteurs ont ainsi un même niveau d'information et des échanges d'expériences sont favorisés, ce qui facilite l'atteinte de l'objectif commun, soit de contribuer au développement de la Région Anosy.

Plusieurs moyens de communication existent dans la zone d'étude. Si la communication audio-visuelle : radio, vidéo, cinéma et la communication écrite : courrier, affiche, y sont encore au stade de démarrage, la communication orale en revanche y est très développée : réunions de « fokonolona », porte à porte, téléphone, église, marché, événement particulier. Le choix des moyens de communication et la bonne formulation de messages par rapport aux besoins de groupes cibles contribuent à améliorer la communication autour du PCDE. Une telle communication devrait entraîner un changement de comportement envers l'importance de l'éducation en milieu rural au niveau de l'ensemble de la population.

Plus de vingt types d'activités à réaliser figurent dans les PCDE de chaque Commune. Certes, chaque Commune dispose déjà de ressources humaines, matérielles relativement importantes mais davantage de moyens sont nettement requis. Ainsi, le contexte de développement vécu par la Région actuellement est une opportunité pour les trois Communes Rurales concernées de prospecter et concrétiser des relations de partenariat à l'échelle régionale voire nationale et internationale.

L'éducation en milieu rural vise deux cibles : les élèves dans le système éducatif formel, et les individus tels que les enfants déscolarisés, les personnes analphabètes, le groupement de femmes, de jeunes, de pêcheurs, de paysans ... dans le système éducatif non formel. En fonction de ces cibles, nous avons ainsi proposé trois scénarii d'aménagement de l'éducation (Tableau 8). Le premier schéma est un avenir au fil de l'eau, il nous montre ce qui va se produire d'ici quelques années dans le cas où aucune mesure ne sera prise. Le second schéma est un avenir souhaitable : il nous définit la meilleure condition que l'on pourrait espérer. Le dernier schéma est un avenir possible, il nous donne un aperçu de la voie la plus réaliste dans l'amélioration de l'éducation dans notre zone d'étude.

Tableau 8 : Scénarii d'aménagement de l'éducation

Avenir Cibles	Elèves dans le système éducatif formel	Individus dans le système éducatif non formel
Avenir au fil de l'eau	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Elève limité au niveau primaire</li> <li>- Intégration immédiate dans le monde professionnel, sans qualification</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Individu dépendant les programmes de formation initiés soit par l'Etat, soit par les Partenaires Techniques et Financiers</li> <li>- Pratique de métier sans un minimum de formation</li> </ul>
Avenir souhaitable	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Elève poursuivant jusqu'au niveau Collège, Lycée (à Tuléar ou à Antananarivo) et au niveau Supérieur (à Antananarivo ou à l'étranger)</li> <li>- Intégration dans le monde professionnel après études supérieures</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Individu sachant lire et écrire</li> <li>- Individu ayant la possibilité de choisir la formation répondant à ses besoins de formation (emploi déjà pratiqué, ou secteur souhaité)</li> </ul>
Avenir possible	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Elève ayant terminé le niveau primaire et ayant besoin d'accéder directement au marché du travail</li> <li>- Besoins de mise en place de dispositifs de formation appropriés tels que : Collège Agricole, Maisons Familiales Rurales (MFR), Collège technique et professionnelle en tourisme, hôtellerie, exploitation minière ...</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en œuvre d'un programme d'alphabétisation</li> <li>- Mise en œuvre d'un programme de formation en Activités Génératrices de Revenus (AGR)</li> </ul>

*Source : Auteur, Octobre 2009*

D'après ce tableau, au niveau du système éducatif formel, l'avenir au fil de l'eau se présente comme suit : il y aura une augmentation du taux de scolarisation en milieu rural avec la mise en œuvre de la politique de l'Education Pour Tous. Les élèves resteront toutefois au niveau primaire et rejoindront directement le monde professionnel. L'avenir souhaitable est que les élèves aient la possibilité de continuer leurs études au moins jusqu'au niveau secondaire voire dans l'enseignement supérieur avant de travailler. L'avenir possible c'est ainsi de relayer le système éducatif formel avec un système éducatif non formel. C'est à dire, il faudrait mettre en place soit des collèges agricoles, soit des collèges techniques et professionnels, ou des Maisons Familiales Rurales (MFR). Les formations dispensées dans ces centres de formation devraient être orientées vers l'exploitation des potentialités économiques de la Région : conservation des fruits tropicaux, développement de la pêche de crevettes et de langoustes, tourisme, hôtellerie, exploitation minière ... (Tableau 8)

Au niveau du système éducatif non formel, l'avenir au fil de l'eau se présente comme suit : les groupes cibles attendront les programmes de formation initiés soit par l'Etat soit par les programmes de développement. L'avenir souhaitable sera que chaque individu sache lire et écrire et ait l'opportunité de choisir les formations dont il a besoin tant dans le métier qu'il pratique pour le moment, que dans un éventuel nouveau secteur où il veut travailler. Comme avenir possible, nous avançons la mise en œuvre d'un programme d'alphabétisation accompagnée de sessions de formation relatives à la pratique d'Activités Génératrices de Revenus (AGR), ainsi que des formations conçues suivant les besoins de formation des groupes cibles (Tableau 8).

Par rapport à d'autres études réalisées, du point de vue géographique, ce travail complète l'étude sur l'éducation en milieu rural effectuée par Randimbisoa B en 2007, dans la Commune Rurale d'Anjeva Antananarivo soit sur les hautes terres centrales de Madagascar. Pour notre part, nous avons effectué notre recherche dans les Communes Rurales d'Ifarantsa, Mahatalaky et laboakoho, à Taolagnaro, dans les zones côtières.

Etant donné que le système éducatif formel n'arrive pas à couvrir les besoins d'éducation en milieu rural, le renforcement du système éducatif non formel tel que la mise en place des Maisons Familiales Rurales (MFR) surtout dans des zones rurales à fortes potentialités économiques comme Taolagnaro, s'avère nécessaire. Ce travail prend ainsi en considération l'étude réalisée par Randrianantenaina M, en 2009, sur la place des MFR dans le développement économique de Madagascar.



La planification du développement constitue une feuille de route et un outil pour la recherche de financement. Cependant, des anomalies ont été constatées dans la majorité des plans élaborés. « L'imposition » des partenaires financiers, l'insuffisance de compétences ou le manque de sérieux des facilitateurs sont les causes de cette défaillance. Par conséquent, la recherche sur la planification du développement devrait être renforcée.

Nous avons par ailleurs constaté que la notion de « recherche et développement » n'est pas encore développée en milieu rural de Taolagnaro. En d'autres termes, les résultats de recherche ne sont pas suffisamment considérés dans l'élaboration des plans de développement, soit qu'ils ne sont pas disponibles, soit qu'ils ne sont pas approfondis. Par conséquent, l'intégration des chercheurs dans l'élaboration des planifications de développement, le renforcement de compétences de personnels de projets de développement, ainsi que la mise en place d'une plate forme d'échange entre les chercheurs et les acteurs de développement apparaît utile et avantageux.

Ce travail recèle certaines limites. D'une part, sur le fond, le thème de recherche est beaucoup plus technique, cependant il reflète le vécu quotidien de la population en milieu rural dans le domaine du développement. D'autre part, nous n'avons pas effectué une enquête auprès de l'ensemble de la population, toutefois le taux d'échantillonnage pendant l'enquête FRAM est de l'ordre de 20%.

Est-ce que la mise en œuvre du PCDE va améliorer l'éducation en milieu rural de Taolagnaro et contribuer au développement de la Région Anosy ?

## Source et bibliographie

---

### Ouvrages généraux

1. Akademia Malagasy misahana ny ny haikanto sy ny haisoratra ary ny hairaha, 2005 – Rakibolana Rakipahalalana, Antananarivo, 1157 p
2. Institut National de la Statistique (INSTAT), 1993 - Recensement Général de la Population et de l'Habitat, CD – ROM
3. Le petit Larousse Illustré 2007 – Larousse, France, 1855 p
4. Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts et du Tourisme (MEEFT), 2008 – Annuaire officiel du tourisme de Madagascar, 314 p
5. Ministère de la Décentralisation et de l'Aménagement du Territoire (MDAT), 2008 – Stratégie Nationale de l'Aménagement du Territoire, Inventaire et diagnostic territorial, Synthèses des politiques, CD – ROM
6. Présidence de la République de Madagascar (PRM), 2006 – Plan d'Action Madagascar 2007 – 2012, Un Plan Audacieux pour le Développement Rapide, 112 p
7. Programme des Nations Unies pour Le Développement Madagascar (PNUD MADAGASCAR), 2003 : Rapport National sur le Développement Humain 2003 - Genre, Développement Humain et Pauvreté, 176 p + Annexes

### Ouvrages spécialisés

8. Aide et Action & UGP FORMGED, 2008 - Convention spécifique n°01 pour la mise en œuvre de la recherche action sur la planification locale de l'éducation dans la Région Anosy, Avril – Septembre 2008, 6 p
9. Banque Mondiale, 2001 – Education et Formation à Madagascar, Vers une politique nouvelle pour la croissance économique et la réduction de la pauvreté, Un résumé des principaux défis, Banque Mondiale, 34 p
10. Banque Mondiale, 2004 - Décentralisation à Madagascar, Collection une étude de la Banque Mondiale concernant un pays, Etats-Unis d'Amérique, Juillet 2004, 100 p
11. Commune Rurale d'Iaboakoho, 2007 - Plan Communal de Développement de l'Education de la Commune Rurale d'Iaboakoho, 11 p
12. Commune Rurale d'Ifarantsa, 2007 - Plan Communal de Développement de l'Education de la Commune Rurale d'Ifarantsa, 8 p

13. Commune Rurale de Mahatalaky, 2007 - Plan Communal de Développement de l'Education de la Commune Rurale de Mahatalaky, 8 p
14. Comte (J), 1967 : Les communes à Madagascar, Guides d'initiation active au développement, Tananarive, 104 p
15. Equipe ZIVA, 2008 – Rapport de Recherche – Action sur la Planification Locale de l'Education (Version Novembre 2008), 55 p + Annexes
16. Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique (MENRS), 2005 : Plan Education pour Tous, Situation en 2005, Actualisation des objectifs et stratégies, 37 p + Annexes
17. Ministère de la Population, de la Protection Sociale et des Loisirs, Direction de L'alphabétisation et de la Promotion des Initiatives Communautaires, (MPPSL/DAPIC) 2006 : Politique intégrée de formation des formateurs, 83 p
18. Ruffel, 1962 - Essai sur l'organisation administrative de Madagascar à l'heure du développement, 34 pages

#### Mémoires de maîtrise et de DEA

19. Randimbisoa Bakoarintsoa, 2007 – L'éducation en milieu rural : « la cas de la Commune Rurale d'Anjeva Gara », mémoire de maîtrise en Géographie, Université d'Antananarivo, 75 p + Annexes
20. Randrianantenaina Mbolatiana Tantely, 2009 – La place des Maisons Familiales Rurales dans le développement économique de Madagascar, Mémoire de DEA en Géographie, Université d'Antananarivo, 69 p + Annexes

#### Monographies

21. Commune Rurale laboakoho, 2008 - Tantaran'laboakoho, 3 p
22. Equipe Permanente de Pilotage du Plan d'Action pour le Développement Rural – Système d'Information Rurale et de Sécurité Alimentaire (EEP/PADR SIRSA), 2005 – Fiche structurelle communale, CD – ROM
23. Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche – Unité de Politique du Développement Rural (MAEP/UPDR), 2003 - Monographie de la Région Anosy, 96 p + Annexes et Cartes
24. Ministère de l'Intérieur et de la Réforme Administrative – Province Autonome de Toliara – Région Anosy (MIRA/PAT/REGION ANOSY), 2005 – Plan Régional de Développement, 22 pages + Cartes. <http://www.anosy.gov.mg>

## Cartes

25. Foibe Taontsaritanin'i Madagasikara (FTM), 1971 - Carte de Madagascar - 1/500 000 Type 1963, Feuilles n°11 & 12
26. Foibe Taontsaritanin'i Madagasikara (FTM) – Base de Données de référence 500, (BD 500 FTM), CD – ROM
27. Foibe Taontsaritanin'i Madagasikara (FTM), 2007 - Madagasikara et ses 22 Régions, Livret de cartes géographiques, 24 p

## Sites web

28. Aide et Action, 2007 - Rapport d'activités 2007, Aide et Action Madagascar, 28 p.  
<http://www.aide-et-action.org>
29. Janet Shapiro, 2001 – La vue d'ensemble de la Planification, 60 p.  
<http://www.civicus.org>
30. Observatoire des Parcours Etudiants et de l'Insertion Professionnelle (OPIP), 2007 – DEA Sciences Humaines, Etude de l'insertion professionnelle des diplômés 2003, Université Rennes 2 Haute Bretagne, 20 p. <http://www.univ.rennes2>
31. Office National de l'Environnement – PCD et Plans Intercommunaux.  
<http://www.pnae.mg>
32. Programme des Nations Unies pour le Développement à Madagascar (PNUD Madagascar) – Programme conjoint pour la promotion de l'éducation de base pour tous les enfants malagasy, 2p. <http://www.snu.mg/new>
33. Ranarijaona Tiana Hasina, - Etude d'impacts des infrastructures touristiques dans la Région de Taolagnaro, Mémoire de Maîtrise Spécialisée en Gestion des Ressources Naturelles et de l'Environnement, Université de Toamasina. <http://www.pact.mg/MIRAY/Anosy/>
34. Sinclair M., 2003 – Planifier l'éducation en situation d'urgence et de reconstruction, UNESCO, 157p. <http://www.unesco.org>
35. Wikipédia – La recherche action, 2p <http://fr.wikipédia.org/>

## CD-ROM interactif

36. ICRA, 2008 – Démarche et concepts de base de recherche, fichier powerpoint, [Banque de Ressources Pédagogiques](#) UGP/FORMGED & ICRA, CD – ROM
37. Gayard E, 2003 – La planification stratégique du développement local – [Banque de Ressources Pédagogiques](#) UGP/FORMGED & ICRA, CD – ROM

# Table des matières

---

Remerciements .....	i
Résumé .....	ii
Sommaire .....	iii
Table des illustrations .....	iv
Liste des sigles et abréviations .....	vi
INTRODUCTION.....	1
Première Partie : DEMARCHE ET ETUDE PRELIMINAIRE .....	8
Chapitre I : Démarche : recherche documentaire, travaux sur terrain, traitement et analyse des données.....	9
1 Recherche documentaire dans les centres de documentation, sur internet et sur CD-ROM interactif.....	9
2 Les travaux sur terrain : enquêtes et observations .....	12
3 Traitement et analyse de données : informations, croquis et images.....	19
Chapitre II : Synthèse des études bibliographiques sur l'éducation à Madagascar .....	21
1 L'éducation, un secteur traditionnel devenu une préoccupation planétaire.....	21
2 Des éléments défavorables mais aussi des réformes engagées et des systèmes développés.....	23
3 Le PCDE, un essai de planification pour l'amélioration de l'éducation à l'échelle communale.....	25
Chapitre III : Contexte du milieu éducatif dans la Région Anosy .....	31
1 L'extrême Sud Est, un paysage tropical riche en ressources naturelles .....	31
2 Les « Antanosy » : une population inégalement accrue et répartie .....	32
3 Le District de Taolagnaro : un système éducatif peu performant .....	34
Conclusion.....	37

Deuxième Partie : RESULTATS DES TRAVAUX DE RECHERCHE .....	38
Chapitre IV : Le PCDE : une planification incluant plusieurs acteurs .....	39
1 Les acteurs du PCDE : L'Etat, les écoles, les acteurs non étatiques .....	39
2 L'équipe « ZIVA » : une structure de regroupement des acteurs .....	42
3 L'équipe ZIVA : un financement multi-bailleurs.....	43
Chapitre V : Une multitude de moyens pour l'amélioration de la communication autour du PCDE .....	48
1 Une communication audio-visuelle naissante.....	49
2 La communication orale : le moyen le plus développé en milieu rural.....	51
3 Une communication écrite plutôt restreinte.....	52
Chapitre VI : Diverses mises à contribution pour le PCDE .....	55
1 Une vingtaine de types d'activités à réaliser par Commune .....	55
2 Des ressources locales en priorité .....	56
3 Des moyens complémentaires encore à rechercher .....	60
Conclusion.....	63
DISCUSSION ET CONCLUSION .....	64
Source et bibliographie.....	69
Table des matières.....	72